



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 7839

Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

Date de dépôt : 07-06-2021

Date de l'avis du Conseil d'État : 29-06-2021

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
16-11-2021	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
07-06-2021	Déposé	7839/00	<u>5</u>
29-06-2021	Avis du Conseil d'État (29.6.2021)	7839/01	<u>30</u>
05-07-2021	Avis de la Chambre de Commerce (29.6.2021)	7839/02	<u>35</u>
09-07-2021	Rapport de commission(s) : Commission des Finances et du Budget Rapporteur(s) : Monsieur André Bauler	7839/03	<u>38</u>
14-07-2021	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°70 Une demande de dispense du second vote a été introduite	7839	<u>43</u>
16-07-2021	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (16-07-2021) Evacué par dispense du second vote (16-07-2021)	7839/04	<u>46</u>
09-07-2021	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (64) de la reunion du 9 juillet 2021	64	<u>49</u>
02-07-2021	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (60) de la reunion du 2 juillet 2021	60	<u>52</u>
26-07-2021	Publié au Mémorial A n°565 en page 1	7839	<u>60</u>

Résumé

Résumé PL 7839

Le projet de loi a comme objet, d'une part, de ratifier l'accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité (MES) signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021 et, d'autre part, de détailler les modalités de l'émission de titres par le MES sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création. En application de l'article 136, paragraphe 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les États membres, dont la monnaie est l'euro, ont conclu le Traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles, que l'Accord modifiant le traité MES complète afin d'opérer un renforcement du rôle et des missions du MES, institution financière internationale à caractère intergouvernemental dont le siège est à Luxembourg.

Le projet de loi a donc pour objet principal la réforme du MES, sur les 4 volets suivants : 1) le rôle du MES dans la gestion et la prévention de crises ; 2) le dispositif de soutien commun au Fonds de résolution unique ; 3) les instruments d'assistance financière à titre de précaution du MES ; 4) les clauses d'action collective standardisées à intégrer dans les titres d'émission de dette souveraine.

En octroyant un rôle accru au MES, la réforme ancre le MES davantage dans le système financier européen et renforce la résilience de la zone euro contre les crises économiques et financières. Finalement, le traité, qu'entend ratifier le présent projet de loi, représente une étape importante vers l'approfondissement de l'Union bancaire européenne.

7839/00

N° 7839

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI

**portant approbation de l'Accord modifiant le traité
instituant le mécanisme européen de stabilité,
signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021**

* * *

*(Dépôt: le 7.6.2021)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (3.6.2021).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs	2
4) Commentaire des articles	5
5) Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021 .	7
6) Fiche financière	22
7) Fiche d'évaluation d'impact.....	22

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons:

Article unique. – Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021.

Palais de Luxembourg, le 3 juin 2021

Le Ministre des Finances,
Pierre GRAMEGNA

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. Est approuvé l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021.

Art. 2. Le mécanisme européen de stabilité peut créer des titres de créance soumis au droit luxembourgeois sans les remettre à un tiers au moment de leur création et sans recevoir de contrepartie. Les titres et les créances qu'ils représentent existent valablement dès leur création. Le mécanisme européen de stabilité conserve les titres de créance jusqu'à ce qu'il décide de les transférer à un tiers, en tout ou en partie, ou de les annuler. Tant que le mécanisme européen de stabilité possède un tel titre, tous les droits afférents au titre sont suspendus. La suspension prend fin dès le transfert du titre à un tiers.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi a comme objet, d'une part, de ratifier l'accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité (ci-après, le « MES ») et, de l'autre, de détailler les modalités de l'émission de titres par le MES sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création.

1. Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité

1.1. Antécédents

Le MES a été institué en 2012 en succession au fonds européen de stabilité financier (« European Financial Stability Facility » ou « EFSF ») ainsi que du mécanisme européen de stabilité financière (« European Financial Stability Mechanism » ou « EFSM ») conçus en tant que double dispositif européen en 2010 pour garantir la stabilité financière de l'euro.

Le MES est une institution financière internationale à caractère intergouvernemental dont le siège est à Luxembourg. Son objectif principal est de fournir une assistance financière aux Etats membres de la zone euro « *qui connaissent ou risquent de connaître des graves problèmes de financement si cela est indispensable pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble et de ses Etats membres* ». En contrepartie, les Etats bénéficiaires doivent respecter une stricte conditionnalité attachée aux instruments de soutien financier.

Doté d'un capital social de 700 milliards d'euros, le MES dispose d'une capacité de prêt à hauteur de 500 milliards d'euros qu'il peut utiliser pour soutenir les Etats membres en détresse financière moyennant des prêts à moyen et long terme.

Pendant la crise de la dette souveraine des années 2010, le MES, ensemble avec son prédécesseur EFSF, a mis en place de vastes programmes d'assistance financière en faveur de l'Irlande, de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce et de Chypre pour un montant total de 295,3 milliards d'euros. Lesdits programmes ont porté leurs fruits et les économies de ces pays ont réussi à se rétablir graduellement, grâce au soutien financier du MES et de l'EFSF ainsi qu'aux réformes entreprises dans le cadre des programmes.

Après la stabilisation de l'économie européenne, l'Union européenne a porté son attention sur la voie à suivre pour rendre l'économie européenne plus résiliente face à des futurs chocs, et ce notamment à travers un approfondissement continu de l'Union économique et monétaire (« UEM »).

Les réflexions de la Commission européenne, du Parlement européen, du Conseil européen, de la Banque centrale européenne et de l'Eurogroupe à cet égard ont culminé dans la publication d'un rapport des cinq présidents desdites institutions sur l'UEM en 2015.

Suite à la déclaration de Rome du 25 mars 2017 dans laquelle les dirigeants européens s'étaient engagés à déployer « *des efforts en vue de l'achèvement de l'Union économique et monétaire* », la Commission européenne a publié en date du 31 mai 2017 un document de réflexion sur l'approfondissement de l'Union économique monétaire. Elle y décrivait des mesures possibles pour achever l'UEM jusqu'en 2025, parmi lesquelles figuraient la transformation du MES en véritable « Fonds monétaire

européen » ainsi que la mise en place auprès du MES d'un dispositif de soutien commun (« common backstop ») sous forme d'une ligne de crédit au Fonds de résolution unique (ci-après, le « FRU »).

Après une première discussion sur une réforme du MES à l'Eurogroupe du 9 octobre 2017 lors de laquelle les ministres des Finances de la zone euro avaient reconnu que le rôle du MES pourrait être élargi, les dirigeants ont officiellement lancé les négociations lors du Sommet de la zone euro du 15 décembre 2017.

A l'occasion du Sommet de la zone euro en décembre 2018, les chefs d'Etat et de gouvernement sont convenus des grandes lignes de la réforme du MES, dont la mise en place du « common backstop » auprès du MES. La révision du traité instituant le MES incorporant l'accord politique précité a été finalisé en juin 2019.

Or, en raison de la pandémie de la COVID-19, il a fallu attendre jusqu'au 30 novembre 2020 pour que l'Eurogroupe décide de procéder à la réforme du MES et d'ouvrir la voie à la signature de l'accord modifiant le traité. Cet accord a finalement été signé par les représentants des pays de la zone euro en date du 27 janvier 2021 à Bruxelles, à l'exception de l'Estonie qui y a procédé le 8 février 2021.

Son prédécesseur, l'EFSF, ayant été créé à l'époque en tant qu'instrument de soutien temporaire sous forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois, le MES est une institution internationale de droit public à caractère intergouvernemental dont la vocation est de figurer en tant qu'instrument de soutien permanent dans la lutte contre les crises financières.

La réforme entérinée par le traité qui fait l'objet du présent projet de loi, tient compte de l'expertise du MES dans la lutte contre les crises et étend les responsabilités du MES, constituant ainsi l'une des plus importantes réformes de l'Union économique et monétaire. La réforme ancre le MES davantage dans l'architecture financière européenne et renforce la résilience de la zone euro contre les chocs économiques et financiers.

C'est donc pour y donner suite le plus rapidement possible que le présent projet de loi a pour objet la ratification de l'accord modifiant du traité instituant le mécanisme européen de stabilité (MES).

1.2. Principales modifications du Traité

La réforme du MES a principalement trait à quatre volets, à savoir :

- (i) le rôle du MES dans la gestion et la prévention de crises,
- (ii) le dispositif de soutien commun au Fonds de résolution unique,
- (iii) les instruments d'assistance financière à titre de précaution du MES, et
- (iv) les clauses d'action collectives standardisées à intégrer dans les titres d'émission de dette souveraine.

Le rôle du MES dans la gestion et la prévention de crises

La réforme du MES entérinée par l'accord modifiant son traité fondateur va renforcer le rôle du MES dans la gestion de crises financières en Europe et prévoit de lui accorder un rôle dans la prévention de telles crises.

Lors de son établissement, le rôle du MES était restreint au volet de la gestion de crises. Ainsi, il était uniquement chargé de mettre en œuvre le volet financier des programmes d'assistance financière, à savoir l'émission de dette sur les marchés financiers destinée à financer les prêts aux Etats bénéficiaires.

Les modalités des programmes d'assistance financière ainsi que la conditionnalité de politique économique dont ces programmes étaient assortis étaient négociées avec l'Etat membre concerné par la Commission européenne, en liaison avec la Banque centrale européenne (« BCE »), et, lorsque cela était possible, avec le Fonds monétaire international (« FMI »). Par ailleurs, autant l'analyse économique préalable que le suivi du respect de la conditionnalité par les pays bénéficiaires étaient assurés par la Commission européenne, en liaison avec la BCE, et, le cas échéant, le FMI. Un protocole d'accord (« Memorandum of Understanding ») fixant les paramètres précités était par la suite signé par la Commission européenne pour le compte du MES.

A travers cette réforme, le MES sera désormais directement impliqué dans toutes les étapes nécessaires à l'établissement d'un programme d'assistance financière en cas de crise. Il aura un rôle dans la

conception du programme et participe, au côté des autres institutions européennes, à la négociation et au contrôle du respect de la conditionnalité. Il conduira également, ensemble avec la Commission européenne et la BCE, l'analyse de la soutenabilité de la dette publique de l'Etat requérant, dont un résultat positif est un prérequis pour pouvoir accéder au soutien financier du MES. Au cas où les analyses de la Commission européenne et du MES ne convergent pas, le MES sera en charge d'évaluer la capacité de remboursement des pays bénéficiaires, alors que la Commission s'occupera de l'analyse de la soutenabilité de la dette proprement dite. Enfin, le protocole d'accord sera dorénavant signé conjointement par la Commission européenne et le Directeur général du MES.

Afin de pouvoir accomplir ses nouvelles tâches de manière appropriée et en temps utile, le MES peut désormais suivre et évaluer la situation macroéconomique et financière de ses pays membres, y compris en ce qui concerne la soutenabilité de leur dette publique, en dehors de crises également. Au fil du temps, le MES a en effet acquis une expertise prononcée et dispose d'une capacité d'analyse économique et financière sophistiquée qu'il peut désormais pleinement mettre à profit pour contribuer à la détection de risques potentiels pour la stabilité de la zone euro et de ses Etats membres.

Le dispositif de soutien commun au Fonds de résolution unique

Etabli en 2014, le Fonds de résolution unique est alimenté par les contributions du secteur bancaire et a pour objectif d'assurer la participation du secteur lui-même aux actions de rétablissement des établissements bancaires défaillants au sein de l'Union bancaire. Le FRU constitue ainsi un dispositif de financement visant à réduire le risque d'appel au contribuable et ne peut intervenir pour recapitaliser un établissement bancaire qu'après que toutes les autres solutions auront été épuisées, y compris le renflouement interne (« bail-in ») d'au moins 8% des passifs éligibles.

Le FRU est actuellement organisé en compartiments nationaux, correspondant aux ressources prélevés par chaque Etat membre sur les établissements de crédit agréés sur son territoire, et fait l'objet d'une mutualisation progressive pendant la période transitoire de constitution jusqu'en 2024.

Les Etats membres de la zone euro fournissent des lignes de crédit ou garanties au Conseil de résolution unique, établissement en charge du FRU, pour couvrir les cas où les ressources du compartiment national respectif ne suffiraient pas pour financer les coûts de la défaillance d'un établissement de crédit.

Afin de briser la « boucle pernicieuse » entre la dette émise par un Etat et son secteur bancaire et d'éviter que la stabilité de la zone euro ne soit mise à mal par la fragilité de certains secteurs bancaires nationaux, un dispositif de soutien commun (« common backstop ») est mis en place sous forme d'une ligne de crédit du MES au FRU.

En apportant un soutien commun en cas de résolution bancaire, le « common backstop » contribue à la crédibilité et la solidité financière du FRU. Il convient finalement de préciser que les prêts au titre du dispositif de soutien commun ne sont octroyés qu'en dernier ressort et uniquement si cela est budgétairement neutre à moyen terme, dans la mesure où tout montant versé au titre du dispositif de soutien doit être récupéré auprès du secteur par le biais du FRU.

La mise en place du « common backstop » nécessitera également des amendements à l'Accord intergouvernemental concernant le transfert et la mutualisation des contributions au FRU, la ratification des amendements audit accord faisant l'objet d'un projet de loi distinct.

Les instruments d'assistance financière à titre de précaution

Afin de pouvoir ajuster son soutien financier aux différentes circonstances pouvant se présenter, le MES dispose d'une boîte à outils variée comportant des instruments de soutien avec des objectifs différents.

A l'image du FMI, le MES offre des instruments « à titre de précaution » destinés à permettre aux pays membres dont la situation économique est saine, mais qui sont à risque de souffrir des difficultés, de garder leur accès aux marchés des capitaux. Les crédits du MES constituent ainsi un filet de sécurité pour éviter qu'une situation potentiellement mineure ou temporaire ne dégénère en une crise grave forçant le pays concerné à requérir un prêt du MES assorti d'un programme d'ajustement macroéconomique. Comme ces instruments n'ont pas encore été utilisés jusqu'à présent, la réforme du MES vise à les rendre plus efficaces en détaillant la procédure de requête, y compris les critères d'éligibilité à respecter, et la conditionnalité spécifique qui s'y attache.

Le changement plus important concerne le champ d'éligibilité de l'instrument qui sera clairement délimité. Il est désormais stipulé que seuls les pays de la zone euro ayant « *des fondamentaux économiques sains mais qui pourraient être touchés par un choc négatif échappant à leur contrôle* » sont éligibles pour obtenir un soutien financier au titre de ces instruments à titre de précaution. Les divers critères d'éligibilité spécifiques, précédemment décrits de manière plus générique, sont également précisés.

Dans le contexte du renforcement susmentionné du rôle du MES dans la prévention et dans la gestion de crises, le MES veillera dorénavant conjointement avec les autres institutions européennes au respect de la conditionnalité dont sont assortis les instruments à titre de précaution.

Les clauses d'action collectives standardisées

Dans le traité fondateur du MES, les pays signataires s'étaient engagés à inclure à partir du 1^{er} janvier 2013 dans tous les titres d'émission de dette nationale d'une maturité supérieure à un an des clauses d'action collectives (« CAC ») standardisées afin de garantir, le cas échéant, une implication appropriée du secteur privé dans le cadre des programmes d'assistance financière à travers une éventuelle restructuration de la dette publique du pays bénéficiaire.

Par le biais de cet accord modificateur, la nature de ces clauses est appelée à être modifiée à partir de 2022 au plus tard. Aux fins de réduire les difficultés de trouver un accord en présence de créanciers récalcitrants dans le cas d'une restructuration de la dette souveraine, la méthode d'agrégation qui s'applique à ces clauses passera d'une agrégation double à une agrégation simple.

2. Emission de titres par le mes sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création

Accessoirement, le projet de loi clarifie en son article 2 les modalités de l'émission de titres par le MES sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création. De telles émissions sont essentielles afin de permettre au MES d'assumer son nouveau rôle qui lui incombe dans le cadre du FRU.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er

L'objet de cet article est l'approbation de l'accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité.

Article 2.

Cet article vise à clarifier les modalités de l'émission de titres par le MES sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création.

L'une des nouveautés principales du MES consiste dans la mise en place du dispositif de soutien que le MES peut fournir au FRU afin de soutenir l'application des instruments de résolution et l'exercice des pouvoirs de résolution du CRU tels qu'ils sont consacrés par le droit de l'Union européenne. Constituant un véritable filet de sécurité, la facilité du dispositif de soutien permet d'assurer qu'en cas d'épuisement des ressources financières du FRU, le MES pourra prêter les fonds nécessaires au CRU pour financer une résolution bancaire par le biais du FRU.

À cet effet, le MES peut lever des fonds en émettant des instruments financiers ou en concluant des accords ou des arrangements financiers ou d'autres accords ou arrangements avec ses membres, des institutions financières ou d'autres tiers.

Afin de pouvoir procéder à l'octroi des prêts et versements au titre de la facilité du dispositif de soutien, le MES doit effectivement disposer des fonds demandés, indépendamment du fait qu'il s'agisse de versements en espèces ou en nature.

Ce mécanisme implique plusieurs contraintes en termes de volume ainsi que d'un point de vue d'urgence temporelle qui sont susceptibles de compromettre le bon fonctionnement du dispositif de

soutien et *in fine* la stabilité financière. En effet, dans le contexte d'une procédure de résolution d'un établissement de crédit, le délai de préfinancement est très serré et le MES doit prendre la décision de recourir au dispositif de soutien, en principe, dans les 12 heures qui suivent la demande du CRU, délai extensible à 24 heures dans des cas exceptionnels comme celui d'une opération de résolution bancaire particulièrement complexe.

Au moment de la crise des dettes souveraines, dans le contexte des recapitalisations bancaires financées par le biais des instruments d'assistance financière du MES, le recours aux versements en nature s'est avéré utile, voire indispensable, dans la mesure où les versements en nature permettent une recapitalisation moyennant la mise à disposition de titres de créance sous forme d'obligations au lieu d'argent liquide. Dans ces cas précédents, le MES a eu recours à des obligations régies par le droit anglais.

Dans le cas de versements autres qu'en espèces, les titres doivent être légalement créés et conservés par le dépositaire de titres applicable. Ce processus est non seulement chronophage, mais implique aussi des risques opérationnels susceptibles d'impacter l'efficacité du filet de sécurité.

Depuis 2019, le MES émet des titres de créance gouvernés par le droit luxembourgeois sous son programme d'émission. L'introduction d'une disposition spécifique qui clarifie que le MES peut valablement émettre des obligations en créant des titres de créance soumis au droit luxembourgeois, sans que ces titres soient au préalable souscrits par une contrepartie, vise donc à renforcer la fonctionnalité du filet de sécurité en facilitant le recours aux versements en nature.

La disposition vise à assurer que le MES bénéficie, sous droit luxembourgeois, de la sécurité juridique requise afin d'effectuer des versements en nature dans les délais prévus et quels que soient les montants sollicités.

Afin de faciliter au MES de procéder à cette forme d'émission de titres devant servir au déboursement du prêt par remise de titres de créance et pour éviter une propagation d'un choc systémique, il est nécessaire de clarifier les modalités de cette forme d'émission sous le droit luxembourgeois.

Dans le cas du MES, il est essentiel au vu du mécanisme qui permet le déboursement en nature que les titres de créance existent immédiatement au moment de leur émission. Le fait de clarifier ce point permet donc d'asseoir cette pratique sur une base juridique certaine.

La disposition elle-même s'inscrit dans la logique de l'article 1300, paragraphe 2, du code civil tel que modifié par la loi du 15 mai 1997 portant modification de l'article 1300 du code civil relatif à la confusion. En vertu de l'article 1300, paragraphe 2, une confusion par réunion des qualités de créancier et de débiteur dans la même personne, qui normalement éteint la créance, est traitée différemment si cette créance est représentée par un titre. Dans ce cas, les droits afférents au titre sont suspendus tant que le débiteur possède le titre, suspension qui prend fin si le titre est transféré à un tiers.

La disposition de la loi en projet suit la même logique et l'applique au moment de la création du titre. Le titre et la créance qu'il représente existent valablement dès sa création. Le titre est conservé par l'émetteur (le MES) et les droits y afférents sont suspendus jusqu'au moment soit de son annulation (en l'absence de besoin impérieux), soit de son transfert à un tiers (au CRU ou à son ordre). La suspension des droits afférents au titre prend fin dès ce transfert.

En ce sens la disposition proposée tranche en faveur de l'approche d'une création immédiate mais d'une suspension des effets du titre, ce qui donne la sécurité juridique nécessaire au MES pour pouvoir valablement émettre ces titres de créance. En effet, ces titres seront ensuite utilisés par le CRU pour les besoins du financement de la résolution de l'entité en question. Ils pourront de même être admis à une cotation en bourse.

La disposition ne prévoit pas d'autre restriction quant à la forme ou au contenu du titre, de sorte qu'ils peuvent être introduits et détenus dans des systèmes de règlement des opérations sur titres comme tout autre titre dès le moment de leur création (sans préjudice de la suspension des droits y afférents jusqu'au transfert à un tiers, ou, en cas de non-utilisation, de leur annulation).

La mission et la spécialité du MES justifient cette clarification au vu de la fonction d'intérêt public qui lui incombe, tout comme de la nécessité absolue de devoir agir rapidement et de manière autonome dans une situation de crise et de tension sur les marchés obligataires.

L'article 2 est donc strictement limité à ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif d'intérêt général poursuivi et la différence instituée puise sa validité dans le fait qu'elle procède de disparités objectives

et qu'elle est rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but, conformément au critère dégagé par la jurisprudence de la Cour constitutionnelle en relation avec l'article 10*bis* de la Constitution.

*

ACCORD
modifiant le traité instituant le mécanisme
européen de stabilité

ACCORD
modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque et la République de Finlande

Préambule

LES PARTIES CONTRACTANTES, le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, République de Malte, le Royaume des Pays Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque et la République de Finlande (ci-après dénommés „États membres de la zone euro“ ou „signataires“);

Reconnaissant l'accord sur le fait de mobiliser des ressources financières et de fournir le financement au titre du dispositif de soutien aux fins du recours au Fonds de résolution unique (FRU), détenu par le Conseil de résolution unique (CRU) institué par le règlement (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 établissant des règles et une procédure uniformes pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique, et modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010¹;

Conscientes que le mécanisme européen de stabilité (MES) contribue décisivement à la gestion des crises en fournissant en temps utile et de manière effective aux États membres de la zone euro un soutien à la stabilité;

Étant convenues d'une architecture globale pour renforcer l'Union économique et monétaire;

Désireuses de poursuivre le développement du MES en vue de renforcer la résilience et les capacités de résolution des crises de la zone euro, tout en continuant de respecter pleinement le droit de l'Union;

Rappelant que, lors du sommet de la zone euro du 29 juin 2018 en configuration ouverte, les chefs d'État ou de gouvernement des États membres dont la monnaie est l'euro ont déclaré que le MES servirait de dispositif de soutien („filet de sécurité“) commun au FRU et qu'il serait procédé à son renforcement sur la base des éléments énoncés dans la lettre du président de l'Eurogroupe datée du 25 juin 2018;

¹ JO L225 du 30.7.2014, p. 1.

Rappelant également que, lors du sommet de la zone euro du 14 décembre 2018 en configuration ouverte, les chefs d'État ou de gouvernement des États membres dont la monnaie est l'euro ont approuvé les termes de référence dudit dispositif de soutien commun et les modalités relatives à la réforme du MES et que, lors du sommet de la zone euro du 21 juin 2019 en configuration ouverte, les chefs d'État ou de gouvernement des États membres dont la monnaie est l'euro ont pris acte du large accord trouvé sur la révision du traité instituant le mécanisme européen de stabilité,

SONT CONVENUES de ce qui suit:

Article 1

Modifications du traité instituant le mécanisme européen de stabilité

Le traité instituant le mécanisme européen de stabilité est modifié comme suit:

A. Le préambule est modifié comme suit:

1) Le considérant 4 est remplacé par le texte suivant:

„(4) Le strict respect du cadre juridique mis en place par l'Union européenne, du cadre intégré de surveillance budgétaire et macroéconomique, et en particulier du pacte de stabilité et de croissance, du cadre applicable aux déséquilibres macroéconomiques et des règles de gouvernance économique de l'Union européenne, devrait rester le premier rempart contre les crises de confiance qui affectent la stabilité de la zone euro.“

2) Les considérants suivants sont insérés:

„(5 bis) Lors du sommet de la zone euro du 29 juin 2018 en configuration ouverte, les chefs d'État ou de gouvernement des États membres dont la monnaie est l'euro ont déclaré que le MES servirait de dispositif de soutien commun au Fonds de résolution unique (FRU) et qu'il serait procédé à son renforcement sur la base des éléments énoncés dans la lettre du président de l'Eurogroupe datée du 25 juin 2018. Lors du sommet de la zone euro du 14 décembre 2018 en configuration ouverte, les chefs d'État ou de gouvernement des États membres dont la monnaie est l'euro ont approuvé les termes de référence dudit dispositif de soutien commun que fournira le MES, ainsi que les modalités relatives à la réforme du MES. Les modalités relatives à la réforme du MES prévoient que le dispositif de soutien commun du FRU sera mis en place au plus tard à la fin de la période transitoire. Les modalités relatives à la réforme du MES prévoient également que l'efficacité des instruments d'assistance financière de précaution sera renforcée pour les membres du MES qui ont des fondamentaux économiques sains mais qui pourraient être touchés par un choc négatif échappant à leur contrôle. Conformément à la position commune sur la future coopération entre la Commission européenne et le MES annexée aux modalités relatives à la réforme du MES, s'agissant de l'évaluation de l'admissibilité au bénéfice de la ligne de crédit de précaution, la Commission européenne et le MES assumeront, en fonction du champ d'application précis des critères d'admissibilité, leurs rôles respectifs dans le respect du droit de l'Union, du présent traité et des lignes directrices du MES. Les modalités relatives à la réforme du MES prévoient également que, lorsqu'un membre du MES bénéficiant d'une assistance financière du MES à titre de précaution ne respecte pas la conditionnalité dont celle-ci est assortie après avoir puisé dans les fonds mis à sa disposition, une marge supplémentaire sera appliquée, à moins que ce non-respect ne soit dû à des événements échappant au contrôle des pouvoirs publics. Les modalités relatives à la réforme du MES soulignent par ailleurs que la conditionnalité demeure un principe sous-jacent du présent traité et de tous les instruments du MES, mais que les conditions précises doivent être adaptées à chaque instrument.

(5 ter) La position commune sur la future coopération entre le MES et la Commission européenne définit l'accord sur les nouvelles modalités de coopération dans le cadre et en dehors des programmes d'assistance financière. La Commission européenne et le MES partagent des objectifs communs et exerceront, sur la base du droit de l'Union et du présent traité, des missions spécifiques de gestion de crise pour la zone euro. En conséquence, les deux institutions coopéreront étroitement sur les mesures de gestion de crise du MES, en mettant en place une gouvernance efficace aux fins de la stabilité financière grâce à la com-

plémentarité de leur expertise. La Commission européenne assure la cohérence avec le droit de l'Union, en particulier avec le cadre de coordination des politiques économiques. Le MES réalise son analyse et son évaluation du point de vue d'un prêteur. La position commune sur la future coopération sera pleinement intégrée dans un protocole de coopération, tel que prévu à l'article 13, paragraphe 8, au moment de l'entrée en vigueur des modifications apportées au présent traité."

3) Au considérant 7, la phrase suivante est ajoutée:

„Les membres du MES reconnaissent le dialogue actuel entre le directeur général et le Parlement européen.“

4) Au considérant 8, la troisième phrase est remplacée par le texte suivant:

„Il est attendu d'un État membre de la zone euro demandant l'assistance financière du MES qu'il adresse, lorsqu'il y a lieu, une demande similaire au FMI.“

5) Le considérant suivant est inséré:

„(9 *bis*) Il est attendu des États membres de l'Union européenne dont la monnaie n'est pas l'euro mais qui ont établi une coopération rapprochée avec la Banque centrale européenne (BCE) au sens du règlement (UE) n° 1024/2013 du Conseil du 15 octobre 2013 confiant à la Banque centrale européenne des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de surveillance prudentielle des établissements de crédit* qu'ils fournissent, aux côtés du MES, des lignes de crédit parallèles en faveur du FRU. Ces États membres participeront au dispositif de soutien commun dans des conditions équivalentes („États membres participants“). Les représentants des États membres participants devraient être invités à assister, en qualité d'observateurs, aux réunions du conseil des gouverneurs et du conseil d'administration qui portent sur le dispositif de soutien commun et devraient bénéficier d'un accès identique à l'information. Il convient de mettre en place des dispositifs propres à permettre le partage d'informations et une coordination en temps utile entre le MES et les États membres participants. Il devrait être possible d'inviter, au cas par cas, des représentants du Conseil de résolution unique (CRU) à assister en qualité d'observateurs, aux réunions du conseil des gouverneurs et du conseil d'administration qui portent sur le financement au titre du dispositif de soutien.

6) Le considérant 10 est remplacé par le texte suivant:

„(10) Le 20 juin 2011, les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne ont autorisé les parties contractantes au présent traité à demander à la Commission européenne et à la BCE d'accomplir les missions prévues par le présent traité. Il est admis que les fonctions assignées par le présent traité à la Commission européenne et à la BCE ne comportent aucun pouvoir décisionnel propre et que les missions accomplies par ces deux institutions sur la base du présent traité n'engagent que le MES.“

7) Au considérant 11, les phrases suivantes sont ajoutées:

„Après l'introduction de ces CAC le 1^{er} janvier 2013, les membres du MES s'engagent à mettre en place des CAC avec clauses d'agrégation simple au plus tard en 2022. Les modalités juridiques détaillées seront arrêtées au sein du comité économique et financier, en tenant compte des exigences constitutionnelles nationales, de façon que les CAC avec clauses d'agrégation simple soient mises en œuvre par tous les membres du MES dans les nouveaux titres d'État de la zone euro d'une manière qui leur assure un effet juridique identique.“

8) Les considérants suivants sont insérés:

„(11 *bis*) À la demande d'un membre du MES et lorsqu'il y a lieu, le MES peut faciliter le dialogue entre ledit membre et ses investisseurs privés sur une base volontaire, informelle, non contraignante, temporaire et confidentielle.

(11 *ter*) Le MES ne devrait fournir un soutien à la stabilité qu'à ceux de ses membres dont la dette est jugée soutenable et dont la capacité de remboursement au MES est confirmée. L'évaluation de la soutenabilité de la dette et de la capacité de remboursement sera effectuée sur une base transparente et prévisible, tout en ménageant une marge d'appréciation suffi-

* JO L 287 du 29.10.2013, p. 63.“

sante. Ces évaluations seront effectuées par la Commission européenne, en liaison avec la BCE, et le MES et, lorsque cela est utile et possible, conjointement avec le FMI, dans le respect des dispositions du présent traité, du droit de l'Union et du protocole de coopération conclu en vertu de l'article 13, paragraphe 8. Lorsque cette collaboration n'aboutit pas à un avis commun, la Commission européenne procédera à l'évaluation globale de la soutenabilité de la dette publique, tandis que le MES évaluera la capacité du membre concerné à le rembourser.“.

9) Le considérant 12 est remplacé par le texte suivant:

„(12) Dans des cas exceptionnels, une participation du secteur privé, sous une forme appropriée et proportionnée, conforme aux pratiques du FMI, sera envisagée dans les cas où un soutien à la stabilité est octroyé, accompagné d'une conditionnalité sous la forme d'un programme d'ajustement macroéconomique.“.

10) Au considérant 13, la phrase suivante est ajoutée:

„Les prêts octroyés par le MES au CRU dans le cadre du dispositif de soutien bénéficieront d'un statut de créancier privilégié similaire à celui des autres prêts du MES.“.

11) Le considérant 14 est remplacé par le texte suivant:

„(14) Les États membres de la zone euro appuieront l'octroi d'un statut de créancier équivalent au MES et aux autres États accordant un prêt bilatéral en coordination avec le MES, y compris en ce qui concerne les prêts octroyés au CRU dans le cadre du dispositif de soutien.“.

12) Les considérants suivants sont insérés:

„(15 *bis*) L'article 2, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) dispose que les États membres de l'Union européenne coordonnent leurs politiques économiques selon les modalités prévues par le TFUE. En application de l'article 5, paragraphe 1, et de l'article 121 du TFUE, les États membres de l'Union européenne doivent coordonner leurs politiques économiques au sein du Conseil de l'Union européenne. En conséquence, le MES ne devrait pas servir à la coordination, entre ses membres, des politiques économiques, les modalités de cette coordination étant déjà arrêtées par le droit de l'Union. Le MES respecte les pouvoirs conférés par le droit de l'Union aux institutions et organes de l'Union.

(15 *ter*) Les membres du MES reconnaissent qu'un processus décisionnel rapide et efficace dans le cadre de la facilité du dispositif de soutien et une coordination avec les États membres participants qui participent, aux côtés du MES, au financement du FRU au titre du dispositif de soutien sont essentiels pour garantir l'efficacité du dispositif de soutien commun et des résolutions financées au moyen de celui-ci, conformément aux termes de référence du dispositif de soutien commun approuvés par les chefs d'État ou de gouvernement des États membres dont la monnaie est l'euro lors du sommet de la zone euro du 14 décembre 2018 en configuration ouverte. Lesdits termes de référence prévoient des critères pour les versements au titre de la facilité du dispositif de soutien, notamment les principes du dernier ressort et de la neutralité budgétaire à moyen terme, le plein respect du règlement (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 établissant des règles et une procédure uniformes pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique, et modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010* („règlement MRU“) et de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012** („BRRD“), ainsi que la permanence du cadre juridique. Les termes de référence prévoient que le MES prend la décision de recourir au dispositif de soutien, en

* JO L 225 du 30.7.2014, p. 1.

** JO L 173 du 12.6.2014, p. 190.“.

principe, dans les 12 heures qui suivent la demande du CRU et que le directeur général peut porter ce délai à 24 heures dans des cas exceptionnels, en particulier dans le cas d'une opération de résolution particulièrement complexe, en respectant les exigences constitutionnelles nationales.

13) Le considérant 16 est remplacé par le texte suivant:

„(16) L'indépendance du directeur général et du personnel du MES est reconnue par le présent traité. Elle doit être exercée d'une manière qui, lorsqu'il y a lieu et dans les conditions prévues par le présent traité, préserve la cohérence avec le droit de l'Union, dont l'application est contrôlée par la Commission européenne.“

14) Le considérant 17 est remplacé par le texte suivant:

„(17) Conformément à l'article 273 du TFUE, la Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour connaître de tout litige entre les parties contractantes ou entre celles-ci et le MES au sujet de l'interprétation et de l'application du présent traité.

(18) Le MES mettra en place des systèmes d'alerte appropriés pour être certain de recevoir en temps utile tout remboursement des sommes dues dans le cadre du soutien à la stabilité ou de la facilité du dispositif de soutien. Une surveillance postérieure au programme sera exercée par la Commission européenne, en liaison avec la BCE, et par le Conseil de l'Union européenne dans le cadre établi en vertu des articles 121 et 136 du TFUE,“.

B. Les articles sont modifiés comme suit:

15) L'article 3 est remplacé par le texte suivant:

„Article 3

Buts

1. Le MES a pour but de mobiliser des ressources financières et de fournir, sous une stricte conditionnalité adaptée à l'instrument d'assistance financière choisi, un soutien à la stabilité à ceux de ses membres qui connaissent ou risquent de connaître de graves problèmes de financement, si cela est indispensable pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble et de ses États membres. Lorsque cela lui est utile pour préparer en interne les missions qui lui sont confiées en vertu du présent traité, et pour pouvoir les accomplir de manière appropriée et en temps utile, le MES peut suivre et évaluer la situation macroéconomique et financière de ses membres, notamment la soutenabilité de leur dette publique, et procéder à l'analyse des informations et des données pertinentes. À cette fin, le directeur général collabore avec la Commission européenne et la BCE afin d'assurer une parfaite cohérence avec le cadre de coordination des politiques économiques prévu par le TFUE.

2. Le MES peut fournir au CRU la facilité du dispositif de soutien pour le FRU, afin de soutenir l'application des instruments de résolution et l'exercice des pouvoirs de résolution du CRU tels qu'ils sont consacrés par le droit de l'Union.

3. À cet effet, le MES est autorisé à lever des fonds en émettant des instruments financiers ou en concluant des accords ou des arrangements financiers ou d'autres accords ou arrangements avec ses membres, des institutions financières ou d'autres tiers.

4. Sans préjudice du paragraphe 1, la conditionnalité appliquée est adaptée à l'instrument d'assistance financière choisi, conformément au présent traité.“

16) À l'article 4, paragraphe 4, la première phrase est remplacée par le texte suivant:

„Par dérogation au paragraphe 3 du présent article, une procédure de vote d'urgence est utilisée lorsque la Commission européenne et la BCE considèrent toutes deux que le défaut d'adoption urgente d'une décision relative à l'octroi ou à la mise en œuvre d'une assistance financière, telle que définie aux articles 13 à 18, menacerait la viabilité économique et financière de la zone euro.“

17) L'article 5 est modifié comme suit:

a) au paragraphe 4, la phrase suivante est ajoutée:

„Des représentants des États membres participants qui participent, aux côtés du MES, au financement du FRU au titre du dispositif de soutien sont également invités à participer,

en tant qu'observateurs, aux réunions du conseil des gouverneurs qui portent sur le dispositif de soutien commun.“;

b) le paragraphe 6 est modifié comme suit:

i) le point a) est remplacé par le texte suivant:

„a) l'annulation du fonds de réserve d'urgence et le reversement de son contenu au fonds de réserve et/ou au capital libéré, conformément à l'article 4, paragraphe 4, l'annulation de la suspension de l'application de l'article 18 *bis*, paragraphe 6, premier alinéa, la modification de la majorité de vote requise pour l'adoption d'une décision relative aux prêts et à leurs versements respectifs au titre de la facilité du dispositif de soutien dans le cadre de la procédure de vote d'urgence et la définition des circonstances dans lesquelles un réexamen devra avoir lieu à l'avenir, conformément à l'article 18 *bis*, paragraphe 6, troisième alinéa;“;

ii) le point f) est remplacé par le texte suivant:

„f) l'octroi d'un soutien à la stabilité par le MES, y compris la conditionnalité de politique économique établie dans le protocole d'accord visé à l'article 13, paragraphe 3, ou prévue à l'article 14, paragraphe 2, ainsi que le choix des instruments et la définition des modalités et des conditions financières, conformément aux articles 12 à 18;“;

iii) le point suivant est inséré:

„f *bis*) la modification des critères d'admissibilité applicables à l'assistance financière à titre de précaution énoncés à l'annexe III, conformément à l'article 14, paragraphe 1;“;

iv) le point g) est remplacé par le texte suivant:

„g) la délégation i) au directeur général et ii) à la Commission européenne, en liaison avec la BCE, de la responsabilité de négocier conjointement la conditionnalité de politique économique dont est assortie chaque assistance financière, conformément à l'article 13, paragraphe 3;“;

v) le point suivant est inséré:

„g *bis*) l'octroi d'une facilité du dispositif de soutien, conformément à l'article 18 *bis*, paragraphe 1, premier alinéa, la modification des critères d'approbation des prêts et versements au titre de la facilité du dispositif de soutien énoncés à l'annexe IV, conformément à l'article 18 *bis*, paragraphe 1, deuxième alinéa, la détermination des éléments énoncés à l'article 18 *bis*, paragraphe 1, troisième alinéa, et la décision d'interrompre ou de maintenir ladite facilité conformément à l'article 18 *bis*, paragraphes 1 et 8;“;

vi) le point h) est remplacé par le texte suivant:

„h) la modification de la politique et des lignes directrices concernant la tarification de l'assistance financière ou de la facilité du dispositif de soutien pour le FRU, conformément à l'article 20;“;

vii) le point j) est remplacé par le texte suivant:

„j) les modalités pour le transfert au MES des soutiens accordés au titre de la FESF, y compris la création d'une tranche supplémentaire de capital autorisé, conformément à l'article 40;“.

18) L'article 6 est modifié comme suit:

a) au paragraphe 3, la phrase suivante est ajoutée:

„Des représentants des États membres participants qui participent, aux côtés du MES, au financement du FRU au titre du dispositif de soutien sont également invités à participer, en tant qu'observateurs, aux réunions du conseil d'administration qui portent sur le dispositif de soutien commun.“;

b) le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

„4. D'autres personnes, notamment des représentants d'institutions ou d'organisations, peuvent être invitées par le conseil d'administration, au cas par cas, à assister à des réunions en qualité d'observateurs.“.

- 19) À l'article 7, paragraphe 4, la phrase suivante est ajoutée:
- „Le directeur général et le personnel du MES ne rendent compte qu'à ce dernier et exercent leurs fonctions en toute indépendance.“.
- 20) L'article 12 est modifié comme suit:
- a) le paragraphe suivant est inséré:
- „1 *bis*. Le MES peut fournir la facilité du dispositif de soutien pour le FRU, sans préjudice du droit de l'Union et des compétences des institutions et organes de l'Union européenne. Les prêts au titre de la facilité du dispositif de soutien ne sont octroyés qu'en dernier ressort et uniquement si cela est budgétairement neutre à moyen terme.“;
- b) au paragraphe 3, la phrase suivante est ajoutée:
- „Les clauses d'agrégation simple s'appliquent à tous les nouveaux titres d'État d'une maturité supérieure à un an qui seront émis dans la zone euro à partir du 1^{er} janvier 2022.“;
- c) le paragraphe suivant est ajouté:
- „4. Dans l'exercice des missions qui lui sont confiées par le présent traité, la Commission européenne veillera à ce que les opérations d'assistance financière effectuées par le MES au titre du présent traité soient, le cas échéant, conformes au droit de l'Union, en particulier aux mesures de coordination des politiques économiques prévues par le TFUE.“.
- 21) L'article 13 est modifié comme suit:
- a) le paragraphe 1 est modifié comme suit:
- i) la partie introductive est remplacée par le texte suivant:
- „1. Un membre du MES peut adresser une demande de soutien à la stabilité au président du conseil des gouverneurs. Cette demande indique le ou les instruments d'assistance financière à envisager. Dès réception de cette demande, le président du conseil des gouverneurs charge i) le directeur général et ii) la Commission européenne, en liaison avec la BCE, d'exercer conjointement les missions suivantes, à savoir:“;
- ii) le point b) est remplacé par le texte suivant:
- „b) d'évaluer la soutenabilité de la dette publique et la capacité de rembourser le soutien à la stabilité. Cette évaluation est effectuée de manière transparente et prévisible, tout en ménageant une marge d'appréciation suffisante. Lorsque cela est utile et possible, il est attendu que cette évaluation soit effectuée en collaboration avec le FMI;“;
- b) le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:
- „2. Sur la base de la demande du membre du MES et des évaluations visées au paragraphe 1 du présent article, d'une proposition du directeur général fondée sur ces évaluations et, le cas échéant, des évaluations positives visées à l'article 14, paragraphes 1 et 2, le conseil des gouverneurs peut décider d'octroyer, en principe, un soutien à la stabilité au membre du MES concerné sous la forme d'une facilité d'assistance financière.“;
- c) au paragraphe 3, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:
- „3. Si la décision adoptée en vertu du paragraphe 2 ne concerne pas une ligne de crédit de précaution assortie de conditions, le conseil des gouverneurs charge i) le directeur général et ii) la Commission européenne, en liaison avec la BCE, et, lorsque cela est possible, avec le FMI également, de négocier conjointement avec le membre du MES concerné un protocole d'accord définissant précisément la conditionnalité dont est assortie cette facilité d'assistance financière. Le contenu du protocole d'accord tient compte de la gravité des faiblesses à traiter et de l'instrument d'assistance financière choisi. Le directeur général prépare une proposition d'accord relatif à la facilité d'assistance financière précisant les modalités et les conditions financières de l'assistance ainsi que les instruments choisis, qui sera adoptée par le conseil des gouverneurs.“;
- d) le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:
- „4. Le protocole d'accord est signé au nom du MES par la Commission européenne et le directeur général, pour autant qu'il respecte les conditions énoncées au paragraphe 3 et qu'il ait été approuvé par le conseil des gouverneurs.“;

e) le paragraphe 7 est remplacé par le texte suivant:

„7. Aussi bien i) le directeur général que ii) la Commission européenne, en liaison avec la BCE, et, lorsque cela est possible, avec le FMI également, sont chargés de veiller conjointement au respect de la conditionnalité dont est assortie la facilité d’assistance financière.“;

f) le paragraphe suivant est ajouté:

„8. Sous réserve de l’approbation préalable du conseil d’administration par accord mutuel, le MES peut conclure un protocole de coopération avec la Commission européenne définissant précisément la coopération entre cette dernière et le directeur général dans l’exécution des missions qui leur sont confiées en vertu des paragraphes 1, 3 et 7 du présent article, et visée à l’article 3, paragraphe 1.“.

22) L’article 14 est remplacé par le texte suivant:

„Article 14

***Assistance financière octroyée
par le MES à titre de précaution***

1. Les instruments d’assistance financière à titre de précaution du MES apportent un soutien aux membres du MES qui ont des fondamentaux économiques sains mais qui pourraient être touchés par un choc négatif échappant à leur contrôle. Conformément à l’article 12, paragraphe 1, le conseil des gouverneurs peut, à titre de précaution, décider d’octroyer à un membre du MES dont la dette publique est soutenable une assistance financière sous forme de ligne de crédit de précaution assortie de conditions ou sous forme de ligne de crédit assortie de conditions renforcées, sous réserve du respect des critères d’admissibilité prévus à l’annexe III pour chacun de ces types d’assistance.

Le conseil des gouverneurs peut décider de modifier les critères d’admissibilité applicables à l’assistance financière octroyée par le MES à titre de précaution et de modifier l’annexe III en conséquence. Cette modification entre en vigueur après que les membres du MES ont informé le dépositaire de l’accomplissement de leurs procédures nationales applicables.

2. La conditionnalité dont est assortie la ligne de crédit de précaution assortie de conditions consiste dans le respect continu des critères d’admissibilité prévus à l’annexe III auquel le membre du MES concerné s’engage dans sa demande signée adressée conformément à l’article 13, paragraphe 1, et exposant ses principales intentions politiques (ci-après dénommée „lettre d’intention“). Dès réception de ladite lettre d’intention, le président du conseil des gouverneurs charge la Commission européenne d’évaluer si les intentions politiques y figurant sont pleinement conformes aux mesures de coordination des politiques économiques prévues par le TFUE, et en particulier à tout acte de droit de l’Union, y compris tout avis, avertissement, recommandation ou décision adressés au membre du MES concerné. Par dérogation à l’article 13, paragraphes 3 et 4, aucun protocole d’accord n’est négocié.

3. La conditionnalité dont est assortie la ligne de crédit assortie de conditions renforcées est définie dans le protocole d’accord, conformément à l’article 13, paragraphe 3, et est cohérente avec les critères d’admissibilité prévus à l’annexe III.

4. Les modalités et les conditions financières de l’assistance financière octroyée par le MES à titre de précaution sont spécifiées dans un accord relatif à la facilité d’assistance financière octroyée à titre de précaution, signé par le directeur général.

5. Le conseil d’administration adopte des lignes directrices détaillées sur les modalités de mise en œuvre de l’assistance financière octroyée par le MES à titre de précaution.

6. Le conseil d’administration examine régulièrement, au moins tous les six mois ou après que le membre du MES a puisé pour la première fois dans les fonds mis à sa disposition (par un prêt ou un achat sur le marché primaire), un rapport conformément à l’article 13, paragraphe 7. Ce rapport vérifie, dans le cas d’une ligne de crédit de précaution assortie de conditions, que les critères d’admissibilité continuent d’être respectés, comme le prévoit le

paragraphe 2 du présent article, et, dans le cas d'une ligne de crédit assortie de conditions renforcées, que les conditions définies dans le protocole d'accord sont respectées. Lorsque le rapport conclut que le membre du MES continue de respecter les critères d'admissibilité applicables à la ligne de crédit de précaution assortie de conditions ou de respecter la conditionnalité dont est assortie la ligne de crédit assortie de conditions renforcées, la ligne de crédit est maintenue, à moins que le directeur général ou tout administrateur ne demande au conseil d'administration de décider d'un commun accord s'il y a lieu de la maintenir.

7. Si le rapport visé au paragraphe 6 du présent article conclut que le membre du MES ne respecte plus les critères d'admissibilité applicables à la ligne de crédit de précaution assortie de conditions ou ne respecte plus la conditionnalité dont est assortie la ligne de crédit assortie de conditions renforcées, l'accès à la ligne de crédit est interrompu, à moins que le conseil d'administration ne décide d'un commun accord de maintenir la ligne de crédit. Si le membre du MES a déjà puisé dans les fonds mis à sa disposition, une marge supplémentaire s'applique conformément aux lignes directrices concernant la tarification que le conseil des gouverneurs doit adopter en vertu de l'article 20, paragraphe 2, à moins que le conseil d'administration n'estime, sur la base dudit rapport, que le non-respect est dû à des événements échappant au contrôle du membre du MES. Si la ligne de crédit n'est pas maintenue, une autre forme d'assistance financière peut être demandée et octroyée conformément aux règles applicables en vertu du présent traité.“.

23) À l'article 15, le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:

„5. Le cas échéant, le conseil d'administration décide d'un commun accord, sur proposition du directeur général et après réception d'un rapport du directeur général et de la Commission européenne établi conformément à l'article 13, paragraphe 7, du versement des tranches de l'assistance financière consécutives à la première tranche.“.

24) À l'article 16, le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:

„5. Le conseil d'administration décide d'un commun accord, sur proposition du directeur général et après réception d'un rapport du directeur général et de la Commission européenne établi conformément à l'article 13, paragraphe 7, du versement des tranches de l'assistance financière consécutives à la première tranche.“.

25) À l'article 17, le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:

„5. Le conseil d'administration décide d'un commun accord, sur proposition du directeur général et après réception d'un rapport du directeur général et de la Commission européenne établi conformément à l'article 13, paragraphe 7, du versement de l'assistance financière à un État membre bénéficiaire au moyen d'opérations sur le marché primaire.“.

26) L'article suivant est inséré:

„Article 18 bis

Facilité du dispositif de soutien

1. Sur la base d'une demande de facilité du dispositif de soutien présentée par le CRU et d'une proposition du directeur général, le conseil des gouverneurs peut décider d'octroyer au CRU une facilité du dispositif de soutien couvrant toutes les utilisations possibles du FRU prévues par le droit de l'Union, sous réserve de garanties adéquates.

Les critères d'approbation des prêts et des versements au titre de la facilité du dispositif de soutien sont prévus à l'annexe IV. Le conseil des gouverneurs peut décider de modifier les critères d'approbation des prêts et des versements et de modifier en conséquence l'annexe IV. Cette modification entre en vigueur après que les membres du MES ont informé le dépositaire de l'accomplissement de leurs procédures nationales applicables.

Le conseil des gouverneurs détermine les principales modalités et conditions financières de la facilité du dispositif de soutien, le plafond nominal et ses éventuelles adaptations, les dispositions relatives à la procédure de vérification du respect de la condition de permanence du cadre juridique applicable à la résolution des défaillances bancaires et relatives aux conséquences pour la facilité du dispositif de soutien et son utilisation, ainsi que les conditions dans lesquelles le conseil des gouverneurs peut décider de mettre un terme à cette facilité, et

les conditions dans lesquelles, et la durée pour laquelle, il peut décider de la maintenir en vertu du paragraphe 8.

2. La facilité du dispositif de soutien prend la forme d'une ligne de crédit renouvelable au titre de laquelle des prêts peuvent être octroyés.

3. Les modalités et les conditions financières détaillées de la facilité du dispositif de soutien sont spécifiées dans un accord relatif à la facilité du dispositif de soutien conclu avec le CRU, approuvé par le conseil d'administration d'un commun accord et signé par le directeur général.

4. Le conseil d'administration adopte et réexamine régulièrement les lignes directrices détaillées sur les modalités de mise en œuvre de la facilité du dispositif de soutien, y compris en ce qui concerne les procédures garantissant l'adoption rapide de décisions en vertu du paragraphe 5.

5. Sur la base d'une demande de prêt présentée par le CRU, contenant toutes les informations pertinentes et respectant les exigences de confidentialité du droit de l'Union, d'une proposition du directeur général et d'une évaluation de la capacité de remboursement du CRU et, le cas échéant, des évaluations effectuées par la Commission européenne et la BCE en vertu du paragraphe 6, le conseil d'administration, guidé par les critères prévus à l'annexe IV, décide d'un commun accord des prêts et de leurs versements respectifs au titre de la facilité du dispositif de soutien. Le conseil d'administration peut décider d'un commun accord, dans le respect des règles spécifiées dans les lignes directrices qu'il a adoptées, de déléguer au directeur général, pendant une certaine période et pour un certain montant, la tâche prévue par le présent paragraphe.

6. Par dérogation à l'article 4, paragraphe 3, une procédure de vote d'urgence est utilisée lorsque la Commission européenne et la BCE concluent dans des évaluations distinctes que le défaut d'adoption urgente, sur la base du paragraphe 5, première phrase, du présent article, d'une décision du conseil d'administration relative à des prêts et à leurs versements respectifs au titre de la facilité du dispositif de soutien menacerait la viabilité économique et financière de la zone euro. L'adoption d'une telle décision d'un commun accord, dans le cadre de cette procédure d'urgence, requiert une majorité qualifiée de 85 % des voix exprimées. Le présent paragraphe ne s'applique pas si, et aussi longtemps que, des procédures relatives à la permanence du cadre juridique relatif à la résolution des défaillances bancaires, ouvertes au titre du paragraphe 8 du présent article et de dispositions connexes adoptées par le conseil des gouverneurs, sont en cours.

Lorsque la procédure d'urgence visée au premier alinéa est utilisée, un transfert vers un fonds de réserve d'urgence est effectué afin de constituer un tampon destiné à couvrir les risques issus des prêts et des versements respectifs approuvés dans le cadre de cette procédure d'urgence. Le conseil d'administration peut décider d'un commun accord d'annuler le fonds de réserve d'urgence et de reverser son contenu au fonds de réserve et/ou au capital libéré.

Après deux cas d'utilisation de cette procédure de vote d'urgence, l'application du premier alinéa est suspendue jusqu'à ce que le conseil des gouverneurs décide d'annuler cette suspension. Lorsqu'il décide d'annuler cette suspension, le conseil des gouverneurs réexamine la majorité des votes requise pour l'adoption d'une décision dans le cadre de ladite procédure et définit les circonstances dans lesquelles un réexamen devra avoir lieu à l'avenir, et peut décider de modifier le présent paragraphe en conséquence, sans abaisser le seuil de vote. Cette modification entre en vigueur après que les membres du MES ont informé le dépositaire de l'accomplissement de leurs procédures nationales applicables.

7. Le MES met en place un système d'alerte approprié pour être certain de recevoir en temps utile tout remboursement des sommes dues dans le cadre de la facilité du dispositif de soutien.

8. La facilité du dispositif de soutien et son utilisation en vertu du présent article sont subordonnées au respect de la condition de permanence du cadre juridique relatif à la résolution des défaillances bancaires. Lorsque la condition de permanence du cadre juridique

relatif à la résolution des défaillances bancaires n'est pas remplie, un réexamen complet doit être ouvert et une décision du conseil des gouverneurs est requise pour maintenir la facilité du dispositif de soutien. Conformément au paragraphe 1, le conseil des gouverneurs définit d'autres dispositions relatives à la procédure de vérification du respect de la condition de permanence du cadre juridique applicable à la résolution des défaillances bancaires et relatives aux conséquences pour la facilité du dispositif de soutien et son utilisation.

9. Aux fins du paragraphe 8 du présent article, la permanence du cadre juridique relatif à la résolution des défaillances bancaires comprend:

- a) la permanence, au sens de l'article 9, paragraphe 1, de l'accord intergouvernemental du 21 mai 2014 concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique (ci-après dénommée l'"AIG"), des règles définies à l'article 9, paragraphe 1, de l'AIG; et
- b) la permanence des principes et des règles relatifs à l'instrument de renflouement interne et au cadre concernant l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles prévu par la directive BRRD, le règlement MRU et le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012*, dans la mesure où ces principes et ces règles sont utiles pour préserver les moyens financiers du FRU.

10. Lorsqu'il met en œuvre le présent article, le MES coopère étroitement avec les États membres participants qui participent, à ses côtés, au financement du FRU au titre du dispositif de soutien.

27) À l'article 19, le titre est remplacé par le texte suivant:

„Révision et modifications de la liste des instruments d'assistance financière“.

28) À l'article 20, les paragraphes 1 et 2 sont remplacés par le texte suivant:

„1. Lorsqu'il octroie un soutien à la stabilité ou un financement au titre du dispositif de soutien pour le FRU, le MES cherche à couvrir tous ses coûts de financement et d'exploitation et prévoit une marge appropriée.

2. Pour tous les instruments d'assistance financière et le financement du FRU au titre du dispositif de soutien, la tarification est définie dans des lignes directrices, qui sont adoptées par le conseil des gouverneurs.“.

29) À l'article 21, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

„1. Le MES est habilité à emprunter sur les marchés de capitaux auprès des banques, des institutions financières ou d'autres personnes ou institutions afin d'accomplir ses missions.“.

30) À l'article 30, le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:

„5. Le conseil des gouverneurs met le rapport annuel à disposition des parlements nationaux et des institutions supérieures de contrôle des comptes des membres du MES, ainsi qu'à la Cour des comptes européenne et au Parlement européen.“.

31) À l'article 37, le paragraphe suivant est ajouté:

„4. Tout litige concernant le respect de la condition de permanence du cadre juridique relatif à la résolution des défaillances bancaires prévue à l'article 18 *bis* qui se poserait entre des membres du MES peut être soumis directement à la Cour de justice de l'Union européenne selon la procédure déterminée par le conseil des gouverneurs en vertu de l'article 18 *bis*, paragraphes 1 et 8. L'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne est contraignant à l'égard des parties à la procédure; le MES agit conformément à cet arrêt.“.

32) À l'article 38, le paragraphe unique est remplacé par le texte suivant:

„Afin de pouvoir accomplir ses missions, le MES est habilité, dans le cadre du présent traité, à coopérer avec le FMI, avec tout État qui fournit une assistance financière ponctuelle

* JO L 176 du 27.6.2013, p. 1.“.

à l'un de ses membres, avec tout État membre de l'Union européenne et avec toute organisation ou entité internationale ayant des responsabilités dans des domaines connexes.“.

33) À l'article 40, le paragraphe suivant est ajouté:

„4. „Sans préjudice des articles 8 à 11 et de l'article 39, afin de faciliter le transfert visé au paragraphe 2 du présent article, le conseil des gouverneurs peut créer une tranche supplémentaire de capital autorisé, auquel pourront souscrire tous les actionnaires de la FESF ou certains d'entre eux selon la clé de contribution fixée à l'annexe 2 de l'accord-cadre régissant la FESF, signé le 10 juin 2010 (dans sa version modifiée). La tranche supplémentaire est constituée du capital callable, ne s'accompagne d'aucun droit de vote (même en cas d'appel dudit capital) et est soumise à un montant maximal correspondant à l'encours total en principal des prêts de la FESF transférés multiplié par un pourcentage ne dépassant pas 165 %. Le conseil des gouverneurs définit les modalités et les circonstances des appels et des versements de capital au titre de la tranche supplémentaire.

Le transfert visé au paragraphe 2 n'accroît pas la somme des passifs de la FESF et du MES par rapport à un scénario dans lequel ce transfert n'a pas lieu. La tranche supplémentaire soutient le transfert des prêts de la FESF et est réduite en fonction du remboursement de ces prêts.

La décision prise par le conseil des gouverneurs en vertu du premier alinéa entre en vigueur après que les membres du MES ont informé le dépositaire de l'accomplissement de leurs procédures nationales applicables.“.

34) À l'article 45, les points 1 et 2 sont remplacés par le texte suivant:

- „1) Annexe I: Clé de contribution au MES;
- 2) Annexe II: Souscriptions au capital autorisé;
- 3) Annexe III: Critères d'admissibilité applicables à l'assistance financière octroyée par le MES à titre de précaution; et
- 4) Annexe IV: Critères d'approbation des prêts et des versements au titre de la facilité du dispositif de soutien.“.

35) Le texte suivant est ajouté en tant qu'annexe III:

„ANNEXE III

Critères d'admissibilité applicables à l'assistance financière octroyée par le MES à titre de précaution

1. Les critères ci-dessous représentent les critères d'admissibilité applicables à l'assistance financière octroyée par le MES à titre de précaution et ont été déterminés en tenant compte:

- a) de la déclaration du sommet de la zone euro du 14 décembre 2018, qui a approuvé les modalités relatives à la réforme du MES, lesquelles précisent que les critères d'admissibilité ex ante évaluant la solidité des performances économiques et financières seront clarifiés, et que l'instrument de la ligne de crédit assortie de conditions renforcées restera disponible selon les modalités prévues par les lignes directrices du MES actuelles; et
- b) de la position commune sur la future coopération entre la Commission européenne et le MES, annexée aux modalités relatives à la réforme du MES, ainsi que des rôles et des compétences des institutions prévus dans le cadre juridique de l'Union européenne.

Compte tenu également du fait que la procédure d'octroi de l'assistance financière à titre de précaution du MES respecte les articles 13 et 14 du présent traité, et que, conformément à l'article 14, paragraphe 1, du présent traité, le conseil des gouverneurs peut décider d'octroyer, à titre de précaution, une assistance financière à un membre du MES dont la dette publique est soutenable et que, conformément à l'article 14, paragraphe 5, du présent traité, le conseil d'administration adopte les lignes directrices détaillées sur les modalités de mise en œuvre de cette assistance financière.

2. Critères d'admissibilité pour l'octroi d'une ligne de crédit de précaution assortie de conditions:

L'accès à une ligne de crédit de précaution assortie de conditions est fondé sur des critères d'admissibilité et limité aux membres du MES dont la situation économique et financière est fondamentalement solide et dont la dette publique est soutenable. En principe, les membres du MES doivent respecter des critères quantitatifs et des conditions qualitatives liés à la surveillance de l'UE. Afin de déterminer si un membre du MES bénéficiaire potentiel remplit les conditions requises pour bénéficier d'une ligne de crédit de précaution assortie de conditions, une évaluation est effectuée sur la base des critères suivants:

- a) le respect des critères budgétaires quantitatifs. Le membre du MES ne doit pas faire l'objet d'une procédure concernant les déficits excessifs et doit remplir les trois critères suivants pendant les deux années qui précèdent la demande d'assistance financière à titre de précaution:
 - i) un déficit public ne dépassant pas 3 % du PIB;
 - ii) un solde budgétaire structurel des administrations publiques égal ou supérieur à la valeur de référence minimale fixée pour chaque pays* ;
 - iii) une valeur de référence pour la dette correspondant soit à un ratio dette publique/ PIB inférieur à 60 %, soit à une réduction, à un rythme moyen d'un vingtième par an sur les deux années précédentes, de l'écart par rapport à cette valeur de 60 %;
- b) l'absence de déséquilibres excessifs. Le membre du MES ne doit pas être considéré comme présentant des déséquilibres excessifs dans le cadre de la surveillance de l'UE;
- c) le cas échéant, un historique des accès aux marchés internationaux de capitaux témoignant de la capacité à y accéder à des conditions raisonnables;
- d) un solde extérieur viable; et
- e) l'absence de graves vulnérabilités du secteur financier mettant en péril la stabilité financière du membre du MES concerné.

3. Critères d'admissibilité pour l'octroi d'une ligne de crédit assortie de conditions renforcées

L'accès à une ligne de crédit assortie de conditions renforcées est ouvert aux membres du MES qui ne sont pas éligibles à une ligne de crédit de précaution assortie de conditions, du fait qu'ils ne respectent pas certains critères d'admissibilité, mais dont la situation économique et financière générale reste solide et la dette publique soutenable.

36) Le texte suivant est ajouté en tant qu'annexe IV:

„ANNEXE IV

Critères d'approbation des prêts et des versements au titre de la facilité du dispositif de soutien:

1. Les critères ci-dessous représentent les critères d'approbation des prêts et des versements au titre de la facilité du dispositif de soutien et ont été déterminés en tenant compte:
 - a) des termes de référence du dispositif de soutien commun du FRU approuvés lors du sommet de la zone euro du 14 décembre 2018;
 - b) du considérant 15 *ter* du présent traité, rappelant que les termes de référence du dispositif de soutien commun du FRU approuvés lors du sommet de la zone euro du 14 décembre 2018 prévoient des critères applicables aux versements effectués au titre de la facilité du dispositif de soutien incluant, notamment, les principes du dernier ressort et de la neutralité budgétaire à moyen terme, le plein respect du règlement MRU et de la directive BRRD et la permanence du cadre juridique;

* La valeur de référence minimale est le niveau du solde structurel qui fournit une marge de sécurité par rapport au seuil de 3 % prévu par le TFUE dans des conditions conjoncturelles normales. C'est notamment l'une des trois valeurs utilisées pour calculer l'objectif à moyen terme minimal.“.

- c) de l'article 12, paragraphe 1 *bis*, du présent traité, précisant que les prêts octroyés au titre de la facilité du dispositif de soutien ne sont octroyés qu'en dernier ressort et uniquement si cela est budgétairement neutre à moyen terme;
 - d) de l'article 18 *bis*, paragraphe 8, du présent traité, précisant que la facilité du dispositif de soutien et son utilisation sont subordonnées au respect de la condition de permanence du cadre juridique relatif à la résolution des défaillances bancaires et que d'autres dispositions relatives à la procédure de vérification du respect de cette condition et aux conséquences pour la facilité du dispositif de soutien et son utilisation sont définies par le conseil des gouverneurs en vertu de l'article 18 *bis*, paragraphe 1, du présent traité;
 - e) de l'article 18 *bis*, paragraphe 5, du présent traité, précisant que le conseil d'administration, guidé par les critères prévus dans la présente annexe, décide d'un commun accord des prêts et des versements au titre de la facilité du dispositif de soutien,
- et compte tenu également du fait que la procédure d'octroi et de mise en œuvre de la facilité du dispositif de soutien respecte l'article 18 *bis* du présent traité et que le conseil d'administration adopte des lignes directrices détaillées sur les modalités de mise en œuvre de cette facilité conformément à l'article 18 *bis*, paragraphe 4, du présent traité.

2. Critères d'approbation des prêts et des versements au titre de la facilité du dispositif de soutien:

- a) La facilité du dispositif de soutien est utilisée en dernier ressort. Par conséquent:
 - i) les moyens financiers disponibles du FRU auxquels il peut être recouru conformément à l'article 76 du règlement MRU et qui ne sont pas déjà engagés en faveur de mesures de résolution sont diminués, y compris dans le cas où des moyens financiers sont disponibles dans le FRU mais sont insuffisants pour la résolution en question;
 - ii) les contributions ex post ne sont pas suffisantes ou ne sont pas immédiatement disponibles; et
 - iii) le CRU n'est pas en mesure d'emprunter à des conditions qu'il juge acceptables conformément aux articles 73 et 74 du règlement MRU.
- b) Le principe de neutralité budgétaire à moyen terme est respecté. Le CRU dispose d'une capacité de remboursement suffisante pour rembourser à moyen terme l'intégralité des prêts octroyés au titre de la facilité du dispositif de soutien.
- c) Le MES dispose des fonds demandés. Dans le cas de versements en espèces, le MES a obtenu les fonds à des conditions acceptables pour lui ou, dans le cas de versements autres qu'en espèces, les titres sont légalement créés et conservés par le dépositaire de titres applicable.
- d) Toutes les parties à l'AIG sur le territoire desquelles est engagée la mesure de résolution concernée se sont acquittées de leur obligation de transférer au FRU les contributions perçues auprès des établissements agréés sur leur territoire.
- e) Il n'existe, au moment de la demande, aucun événement de défaut du CRU sur les emprunts que celui-ci a contractés auprès du MES ou de tout autre créancier, ou le CRU a présenté un plan – jugé satisfaisant par le conseil d'administration – en vue de remédier à tout événement de défaut de ce type.
- f) La condition de permanence du cadre juridique relatif à la résolution des défaillances bancaires au sens de l'article 18 *bis*, paragraphe 9, du présent traité est remplie, ainsi qu'il résulte de l'évaluation effectuée par le conseil des gouverneurs en vertu de l'article 18 *bis*, paragraphes 1 et 8, du présent traité; et
- g) Le dispositif de résolution concerné est pleinement conforme au droit de l'Union européenne et est entré en vigueur conformément audit droit.“.

*Article 2***Dépôt**

Le présent accord modificatif est déposé auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne (ci-après dénommé „dépositaire“), qui en remet des copies certifiées conformes à tous les signataires.

*Article 3***Consolidation**

Le dépositaire établit une version consolidée du traité instituant le mécanisme européen de stabilité et la communique à tous les signataires.

*Article 4***Ratification, approbation ou acceptation**

1. Le présent accord modificatif est soumis à la ratification, à l'approbation ou à l'acceptation des signataires. Les instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation sont remis au dépositaire.
2. Le dépositaire informe les autres signataires du dépôt de chaque instrument et de la date de ce dépôt.

*Article 5***Entrée en vigueur et adhésion**

1. Le présent accord modificatif entre en vigueur à la date de dépôt des instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation par tous les signataires.
2. Les États membres de l'Union européenne qui ont présenté une demande d'adhésion au traité instituant le mécanisme européen de stabilité conformément aux articles 2 et 44 dudit traité peuvent présenter une demande d'adhésion au présent accord modificatif avant son entrée en vigueur.

Les articles 2 et 44 du traité instituant le mécanisme européen de stabilité s'appliquent également à l'adhésion au présent accord modificatif.

L'État membre en voie d'adhésion est tenu de présenter sa demande d'adhésion au présent accord modificatif en même temps que sa demande d'adhésion au traité instituant le mécanisme européen de stabilité. L'approbation, par le conseil des gouverneurs, de toute demande présentée au titre de l'article 44 du traité instituant le mécanisme européen de stabilité prend effet au moment du dépôt simultané des instruments d'adhésion audit traité et au présent accord modificatif.

FAIT en un seul exemplaire original, dont les versions en langues allemande, anglaise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, irlandaise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, portugaise, slovaque, slovène et suédoise font également foi.

*

FICHE FINANCIERE

(art. 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État)

Le projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021 ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever directement le budget de l'Etat.

*

FICHE D’EVALUATION D’IMPACT

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de loi portant approbation de l’Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 28 janvier et 8 février 2021
Ministère initiateur :	Ministère des Finances
Auteur(s) :	Nima Ahmadzadeh
Téléphone :	247-82613
Courriel :	nima.ahmadzadeh@fi.etat.lu
Objectif(s) du projet :	– Ratification de l’Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité
Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s) :	Néant
Date :	20/5/2021

Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s) : Oui Non
 Si oui, laquelle/lesquelles :
 Remarques/Observations :

2. Destinataires du projet :
 - Entreprises/Professions libérales : Oui Non
 - Citoyens : Oui Non
 - Administrations : Oui Non

3. Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a.⁷
 (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l’entreprise et/ou son secteur d’activité ?)
 Remarques/Observations :

4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non
 Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d’une façon régulière ? Oui Non
 Remarques/Observations :

5. Le projet a-t-il saisi l’opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d’autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non
 Remarques/Observations :

6. Le projet contient-il une charge administrative⁸ pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d’information émanant du projet ?) Oui Non

⁷ N.a. : non applicable.

⁸ Il s’agit d’obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l’exécution, l’application ou la mise en oeuvre d’une loi, d’un règlement grand-ducal, d’une application administrative, d’un règlement ministériel, d’une circulaire, d’une directive, d’un règlement UE ou d’un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

Si oui, quel est le coût administratif⁹ approximatif total ?
(nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)

7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données interadministratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel¹⁰ ? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
8. Le projet prévoit-il :
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
 - des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
 - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui Non N.a.
Si oui, laquelle :
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui Non N.a.
Sinon, pourquoi ?
11. Le projet contribue-t-il en général à une :
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui Non
 - b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui Non
- Remarques/Observations :
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui Non N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ? Oui Non
Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?
14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui Non N.a.
Si oui, lequel ?
Remarques/Observations :

⁹ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

¹⁰ Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

Egalité des chances

15. Le projet est-il :
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
 - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
 - Si oui, expliquez de quelle manière :
 - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
 - Si oui, expliquez pourquoi :
 - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
 - Si oui, expliquez de quelle manière :
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.
- Si oui, expliquez de quelle manière :

Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation¹¹ ? Oui Non N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur : www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers¹² ? Oui Non N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur : www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

¹¹ Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

¹² Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

7839/01

N° 7839¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI

**portant approbation de l'Accord modifiant le traité
instituant le mécanisme européen de stabilité,
signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(29.6.2021)

Par dépêche du 2 juin 2021, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Finances.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact, une fiche financière ainsi que le texte de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021, à approuver.

L'avis de la Chambre de commerce, demandé selon la lettre de saisine, n'est pas encore parvenu au Conseil d'État au moment de l'adoption du présent avis.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de loi sous avis a pour objet de soumettre à l'approbation de la Chambre des députés l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité (« MES »), signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021, ci-après « Accord modifiant le MES ». En application de l'article 136, paragraphe 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne¹, les États membres dont la monnaie est l'euro ont conclu le Traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles, que l'Accord modifiant le MES complète afin d'opérer un renforcement du rôle et des missions du MES, institution financière internationale à caractère intergouvernemental dont le siège est à Luxembourg.

Les auteurs du projet de loi expliquent dans l'exposé des motifs que la réforme opérée par l'Accord modifiant le MES « a principalement trait à quatre volets, à savoir :

- (i) le rôle du MES dans la gestion et la prévention de crises,
- (ii) le dispositif de soutien commun au Fonds de résolution unique,
- (iii) les instruments d'assistance financière à titre de précaution du MES, et
- (iv) les clauses d'action collectives standardisées à intégrer dans les titres d'émission de dette souveraine ».

Le premier volet aura pour effet de permettre au MES de ne plus être cantonné à son rôle actuel restreint à la mise en œuvre du volet financier des programmes d'assistance financière, par « l'émission de dette sur les marchés financiers destinée à financer les prêts aux États bénéficiaires », mais d'être « directement impliqué dans toutes les étapes nécessaires à l'établissement d'un programme d'assistance financière en cas de crise ».

¹ « Les États membres dont la monnaie est l'euro peuvent instituer un mécanisme de stabilité qui sera activé si cela est indispensable pour préserver la stabilité de la zone euro dans son ensemble. L'octroi, au titre du mécanisme, de toute assistance financière nécessaire, sera subordonné à une stricte conditionnalité. »

Le deuxième volet est relatif à l'intégration du MES dans les mécanismes de résolutions bancaires² par l'intermédiaire du filet de sécurité commun (*common backstop*) qui viendra financer le Fonds de résolution unique. Il est à ce propos également renvoyé au projet de loi n° 7838 et à l'avis du Conseil d'État de ce jour émis à ce sujet³.

Le troisième volet permettra au MES de renforcer l'efficacité des « instruments [offerts] « à titre de précaution » destinés à permettre aux pays membres dont la situation économique est saine, mais qui sont à risque de souffrir des difficultés, de garder leur accès aux marchés des capitaux », tout en chargeant le MES d'un rôle plus important dans le « respect de la conditionnalité dont sont assortis les instruments à titre de précaution ».

Le quatrième volet opérera une standardisation juridique plus poussée des titres d'émission de dette nationale d'une maturité supérieure à un an, en imposant que les clauses d'action collectives, qui permettent à une majorité de détenteurs d'une dette souveraine d'imposer à l'ensemble des détenteurs les arrangements pris dans le cadre d'une restructuration, soient assorties d'une clause d'agrégation simple afin « de réduire les difficultés de trouver un accord en présence de créanciers récalcitrants ».

Le Conseil d'État relève que la Chambre des députés a estimé que l'approbation du traité instituant le MES emportait dévolution de souveraineté au titre de l'article 49*bis* de la Constitution, de sorte que la loi du 3 juillet 2012 portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles, a été votée dans les conditions de l'article 114, alinéa 2, de la Constitution.

*

EXAMEN DES ARTICLES

Article 1^{er}

L'article sous examen, qui a pour objet l'approbation de l'Accord modifiant le MES, n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

Article 2

Selon l'article 2, « le MES peut créer des titres de créance soumis au droit luxembourgeois, sans les remettre à un tiers au moment de leur création et sans recevoir de contrepartie. » Le MES pourra conserver ces titres de créance jusqu'à leur transfert à un tiers ou leur annulation.

L'article sous examen vise, selon les auteurs du projet de loi, « à clarifier les modalités de l'émission de titres par le MES sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création » et « à assurer que le MES bénéficie, sous droit luxembourgeois, de la sécurité juridique requise afin d'effectuer des versements en nature dans les délais prévus et quels que soient les montants sollicités ». Pour ce faire, toujours selon les auteurs du projet de loi, la disposition sous avis permettrait « de clarifier les modalités de cette forme d'émission sous le droit luxembourgeois », en assurant que « les titres de créance existent immédiatement au moment de leur émission. »

Le fait de prévoir dans une loi nationale que le MES « peut créer des titres de créance soumis au droit luxembourgeois » est erroné. Cette possibilité découle des dispositions européennes précitées. Pour éviter de donner l'impression que la loi en projet déterminerait les pouvoirs du MES, il y aurait lieu de reformuler le texte comme suit :

« Art. 2. Les titres de créance créés par le mécanisme européen de stabilité qui sont soumis au droit luxembourgeois n'ont pas besoin d'être remis à un tiers au moment de leur création. Ils peuvent être émis sans contrepartie. Les titres et les créances qu'ils représentent existent valable-

² Mis en place par le règlement (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 établissant des règles et une procédure uniformes pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique, et modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 et de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012.

³ Projet de loi n° 7838 portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021 et avis 60.657 du Conseil d'État du 29 juin 2021 à ce sujet.

ment dès leur création. Tant que le mécanisme européen de stabilité possède un tel titre, tous les droits afférents au titre sont suspendus. La suspension prend fin dès le transfert du titre à un tiers. ».

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 22 votants, le 29 juin 2021.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Christophe SCHILTZ

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7839/02

N° 7839²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI

**portant approbation de l'Accord modifiant le traité
instituant le mécanisme européen de stabilité,
signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(29.6.2021)

Le projet de loi sous avis (ci-après le « Projet »), avisé simultanément au projet de loi n°7838¹ portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021, a pour objet, d'une part, la ratification de l'accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité (ci-après « MES »), et, d'autre part, la clarification des modalités de l'émission de titres par le MES sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création.

Tout comme le projet de loi n°7838, le Projet fait suite au Sommet de la Zone euro de décembre 2018, à l'occasion duquel les chefs d'État et de gouvernement ont adopté les grandes lignes de la réforme du Mécanisme européen de stabilité (ci-après « MES »). Il s'inscrit également dans le sillage de la finalisation de la révision du traité instituant le MES incorporant l'accord politique en juin 2019. L'accord de l'Eurogroupe du 30 novembre 2020 a lancé la réforme du MES et ouvert la voie à la signature de l'Accord modifiant le traité. Cet accord a été signé par les représentants des pays de la Zone euro le 27 janvier 2021 à Bruxelles, à l'exception de l'Estonie qui s'en est acquitté le 8 février 2021. Fait marquant de cette réforme qui acte l'avancée vers l'Union bancaire, le MES voit ses responsabilités s'étendre de la simple mise en œuvre de l'aspect financier des programmes d'assistance financière, à l'implication dans la totalité des étapes nécessaires à la mise en place des programmes (i.e. conception, négociation, contrôle du respect de la conditionnalité, analyse de la soutenabilité de la dette publique de l'État requérant, etc.).

Tout comme le projet de loi n°7838, le Projet est à lire en parallèle des précédents projets de loi n°6866 et 6899 que la Chambre de Commerce a respectivement avisé en novembre² et décembre 2015³. Le premier vise la mise en œuvre du deuxième pilier de l'Union Bancaire Européenne relatif au système de gestion des défaillances bancaires, appelé « Mécanisme de résolution unique » sur base de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le second clarifie les modalités pratiques du transfert des contributions payées par les établissements de droit luxembourgeois vers le Fonds de résolution unique.

*

1 <https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/TravailALaChambre/Recherche/RoleDesAffaires?action=doDocpaDetails&backto=/wps/portal/public/Accueil/Actualite&id=7838>

2 Avis de la Chambre de Commerce du 9 novembre 2015 relatif au projet de loi n°6866 relatif aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs.

3 Avis de la Chambre de Commerce du 2 décembre 2015 relatif au projet de loi n°6899 portant approbation de l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles le 21 mai 2014.

CONSIDERATIONS GENERALES

Le Projet a pour objet principal la réforme du MES, constitué de 4 volets : (i) le rôle du MES dans la gestion et la prévention de crises ; (ii) le dispositif de soutien commun au Fonds de résolution unique⁴ ; (iii) les instruments d'assistance financière à titre de précaution du MES ; (iv) les clauses d'action collective standardisées à intégrer dans les titres d'émission de dette souveraine.

En octroyant un rôle accru au MES, la réforme ancre le MES davantage dans le système financier européen et renforce la résilience de la Zone euro contre les crises économiques et financières. La Chambre de Commerce salue cette évolution allant dans le sens d'une meilleure détection des risques potentiels pour la stabilité de la Zone euro et de ses États membres.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce approuve le projet de loi sous avis.

⁴ Le volet (ii) est l'objet du Projet de loi n°7838 avisé parallèlement au projet sous avis.

7839/03

N° 7839³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI**portant approbation de l'Accord modifiant le traité
instituant le mécanisme européen de stabilité,
signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

(9.7.2021)

La Commission se compose de : M. André BAULER, Président-Rapporteur ; MM. Guy ARENDT, Gilles BAUM, François BENOY, Dan BIANCALANA, Sven CLEMENT, Georges ENGEL, Claude HAAGEN, Mme Martine HANSEN, M. Fernand KARTHEISER, Mme Josée LORSCHÉ, MM. Laurent MOSAR, Gilles ROTH, Claude WISELER et Michel WOLTER, Membres

*

1. ANTECEDENTS

Le projet de loi n°7839 a été déposé par le Ministre des Finances le 7 juin 2021.

Le Conseil d'Etat et la Chambre de commerce ont rendu leurs avis respectifs en date du 29 juin 2021.

Lors de la réunion de la Commission des Finances et du Budget du 2 juillet 2021, Monsieur André Bauler a été désigné rapporteur du projet de loi sous rubrique. La présentation du projet de loi et l'examen de l'avis du Conseil d'Etat ont eu lieu au cours de la même réunion.

Le projet de rapport a été adopté par la Commission des Finances et du Budget au cours de la réunion du 9 juillet 2021.

*

2. OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi a comme objet, d'une part, de ratifier l'accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité (ci-après, le « MES ») signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021 et, d'autre part, de détailler les modalités de l'émission de titres par le MES sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création. En application de l'article 136, paragraphe 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les États membres, dont la monnaie est l'euro, ont conclu le Traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles, que l'Accord modifiant le traité MES complète afin d'opérer un renforcement du rôle et des missions du MES, institution financière internationale à caractère intergouvernemental dont le siège est à Luxembourg.

Le projet de loi a donc pour objet principal la réforme du MES, sur les 4 volets qui suivent :

- (i) le rôle du MES dans la gestion et la prévention de crises ;
- (ii) le dispositif de soutien commun au Fonds de résolution unique ;
- (iii) les instruments d'assistance financière à titre de précaution du MES ;
- (iv) les clauses d'action collective standardisées à intégrer dans les titres d'émission de dette souveraine.

En octroyant un rôle accru au MES, la réforme ancre le MES davantage dans le système financier européen et renforce la résilience de la zone euro contre les crises économiques et financières.

Finalement, le traité, qu'entend ratifier le présent projet de loi, représente une étape importante vers l'approfondissement de l'Union bancaire européenne.

Pour tout détail complémentaire, il est renvoyé au commentaire des articles.

*

3. LES AVIS

Avis du Conseil d'Etat

Dans son avis du 29 juin 2021, le Conseil d'État n'émet pas d'opposition formelle.

L'article 1^{er} n'appelle pas d'observation de la part de la Haute Corporation.

Concernant l'article 2, le Conseil d'État juge que le fait de prévoir dans une loi nationale que le MES « peut créer des titres de créance soumis au droit luxembourgeois » est erroné. Pour éviter de donner l'impression que la loi en projet déterminerait les pouvoirs du MES, la Haute Corporation propose de reformuler le texte de l'article 2.

Pour le détail des observations du Conseil d'État, il est renvoyé au commentaire des articles du présent rapport.

Avis de la Chambre de commerce

Dans son avis du 29 juin 2021, la Chambre de commerce salue le projet de loi qui permet d'accroître le rôle du MES dans le système financier européen et de renforcer la résilience de la zone euro contre les crises économiques et financières. Partant, elle estime que le projet de loi s'inscrit dans une meilleure détection des risques pour la stabilité de la zone euro et de ses Etats membres.

*

4. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad article 1^{er}

L'objet de cet article est l'approbation de l'accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité.

L'article 1^{er} n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

Ad article 2

Cet article vise à clarifier les modalités de l'émission de titres par le MES sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création.

L'une des nouveautés principales du MES consiste dans la mise en place du dispositif de soutien que le MES peut fournir au FRU afin de soutenir l'application des instruments de résolution et l'exercice des pouvoirs de résolution du CRU tels qu'ils sont consacrés par le droit de l'Union européenne. Constituant un véritable filet de sécurité, la facilité du dispositif de soutien permet d'assurer qu'en cas d'épuisement des ressources financières du FRU, le MES pourra prêter les fonds nécessaires au CRU pour financer une résolution bancaire par le biais du FRU.

À cet effet, le MES peut lever des fonds en émettant des instruments financiers ou en concluant des accords ou des arrangements financiers ou d'autres accords ou arrangements avec ses membres, des institutions financières ou d'autres tiers.

Afin de pouvoir procéder à l'octroi des prêts et versements au titre de la facilité du dispositif de soutien, le MES doit effectivement disposer des fonds demandés, indépendamment du fait qu'il s'agisse de versements en espèces ou en nature.

Ce mécanisme implique plusieurs contraintes en termes de volume ainsi que d'un point de vue d'urgence temporelle qui sont susceptibles de compromettre le bon fonctionnement du dispositif de

soutien et *in fine* la stabilité financière. En effet, dans le contexte d'une procédure de résolution d'un établissement de crédit, le délai de préfinancement est très serré et le MES doit prendre la décision de recourir au dispositif de soutien, en principe, dans les 12 heures qui suivent la demande du CRU, délai extensible à 24 heures dans des cas exceptionnels comme celui d'une opération de résolution bancaire particulièrement complexe.

Au moment de la crise des dettes souveraines, dans le contexte des recapitalisations bancaires financées par le biais des instruments d'assistance financière du MES, le recours aux versements en nature s'est avéré utile, voire indispensable, dans la mesure où les versements en nature permettent une recapitalisation moyennant la mise à disposition de titres de créance sous forme d'obligations au lieu d'argent liquide. Dans ces cas précédents, le MES a eu recours à des obligations régies par le droit anglais.

Dans le cas de versements autres qu'en espèces, les titres doivent être légalement créés et conservés par le dépositaire de titres applicable. Ce processus est non seulement chronophage, mais implique aussi des risques opérationnels susceptibles d'impacter l'efficacité du filet de sécurité.

Depuis 2019, le MES émet des titres de créance gouvernés par le droit luxembourgeois sous son programme d'émission. L'introduction d'une disposition spécifique qui clarifie que le MES peut valablement émettre des obligations en créant des titres de créance soumis au droit luxembourgeois, sans que ces titres soient au préalable souscrits par une contrepartie, vise donc à renforcer la fonctionnalité du filet de sécurité en facilitant le recours aux versements en nature.

La disposition vise à assurer que le MES bénéficie, sous droit luxembourgeois, de la sécurité juridique requise afin d'effectuer des versements en nature dans les délais prévus et quels que soient les montants sollicités.

Afin de faciliter au MES de procéder à cette forme d'émission de titres devant servir au déboursement du prêt par remise de titres de créance et pour éviter une propagation d'un choc systémique, il est nécessaire de clarifier les modalités de cette forme d'émission sous le droit luxembourgeois.

Dans le cas du MES, il est essentiel au vu du mécanisme qui permet le déboursement en nature que les titres de créance existent immédiatement au moment de leur émission. Le fait de clarifier ce point permet donc d'asseoir cette pratique sur une base juridique certaine.

La disposition elle-même s'inscrit dans la logique de l'article 1300, paragraphe 2, du code civil tel que modifié par la loi du 15 mai 1997 portant modification de l'article 1300 du code civil relatif à la confusion. En vertu de l'article 1300, paragraphe 2, une confusion par réunion des qualités de créancier et de débiteur dans la même personne, qui normalement éteint la créance, est traitée différemment si cette créance est représentée par un titre. Dans ce cas, les droits afférents au titre sont suspendus tant que le débiteur possède le titre, suspension qui prend fin si le titre est transféré à un tiers.

La disposition de la loi en projet suit la même logique et l'applique au moment de la création du titre. Le titre et la créance qu'il représente existent valablement dès sa création. Le titre est conservé par l'émetteur (le MES) et les droits y afférents sont suspendus jusqu'au moment soit de son annulation (en l'absence de besoin impérieux), soit de son transfert à un tiers (au CRU ou à son ordre). La suspension des droits afférents au titre prend fin dès ce transfert.

En ce sens la disposition proposée tranche en faveur de l'approche d'une création immédiate mais d'une suspension des effets du titre, ce qui donne la sécurité juridique nécessaire au MES pour pouvoir valablement émettre ces titres de créance. En effet, ces titres seront ensuite utilisés par le CRU pour les besoins du financement de la résolution de l'entité en question. Ils pourront de même être admis à une cotation en bourse.

La disposition ne prévoit pas d'autre restriction quant à la forme ou au contenu du titre, de sorte qu'ils peuvent être introduits et détenus dans des systèmes de règlement des opérations sur titres comme tout autre titre dès le moment de leur création (sans préjudice de la suspension des droits y afférents jusqu'au transfert à un tiers, ou, en cas de non-utilisation, de leur annulation).

La mission et la spécialité du MES justifient cette clarification au vu de la fonction d'intérêt public qui lui incombe, tout comme de la nécessité absolue de devoir agir rapidement et de manière autonome dans une situation de crise et de tension sur les marchés obligataires.

L'article 2 est donc strictement limité à ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif d'intérêt général poursuivi et la différence instituée puise sa validité dans le fait qu'elle procède de disparités objectives

et qu'elle est rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but, conformément au critère dégagé par la jurisprudence de la Cour constitutionnelle en relation avec l'article 10bis de la Constitution.

Dans son avis, le Conseil d'Etat note que, selon l'article 2, « le MES peut créer des titres de créance soumis au droit luxembourgeois, sans les remettre à un tiers au moment de leur création et sans recevoir de contrepartie. » Le MES pourra conserver ces titres de créance jusqu'à leur transfert à un tiers ou leur annulation.

Le Conseil d'Etat estime que le fait de prévoir dans une loi nationale que le MES « peut créer des titres de créance soumis au droit luxembourgeois » est erroné. Cette possibilité découle des dispositions européennes précitées. Pour éviter de donner l'impression que la loi en projet déterminerait les pouvoirs du MES, il y aurait lieu de reformuler le texte comme suit :

« **Art. 2.** Les titres de créance créés par le mécanisme européen de stabilité qui sont soumis au droit luxembourgeois n'ont pas besoin d'être remis à un tiers au moment de leur création. Ils peuvent être émis sans contrepartie. Les titres et les créances qu'ils représentent existent valablement dès leur création. Tant que le mécanisme européen de stabilité possède un tel titre, tous les droits afférents au titre sont suspendus. La suspension prend fin dès le transfert du titre à un tiers. ».

La Commission des Finances et du Budget décide de suivre la proposition du Conseil d'Etat.

*

5. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi n°7839 dans la teneur qui suit :

*

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

Art. 1^{er}. Est approuvé l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021.

Art. 2. Les titres de créance créés par le mécanisme européen de stabilité qui sont soumis au droit luxembourgeois n'ont pas besoin d'être remis à un tiers au moment de leur création. Ils peuvent être émis sans contrepartie. Les titres et les créances qu'ils représentent existent valablement dès leur création. Tant que le mécanisme européen de stabilité possède un tel titre, tous les droits afférents au titre sont suspendus. La suspension prend fin dès le transfert du titre à un tiers.

Luxembourg, le 9 juillet 2021

Le Président-Rapporteur,
André BAULER

7839

Bulletin de Vote (Vote Public)

Page 1/2

Date: 14/07/2021 14:00:00

Scrutin: 16

Président: Monsieur Etgen Fernand

Vote: Projet de loi N°7839

Secrétaire Général: Monsieur Scheeck Laurent

Description: Vote sur le projet de loi

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	45	2	5	52
Procurations:	0	0	0	0
Total:	45	2	5	52

Nom du député	Vote (Procuration)	Nom du député	Vote (Procuration)
---------------	--------------------	---------------	--------------------

DP

Arendt Guy	Oui	Bauler André	Oui
Baum Gilles	Oui	Beissel Simone	Oui
Colabianchi Frank	Oui	Etgen Fernand	Oui
Graas Gusty	Oui	Hahn Max	Oui
Hartmann Carole	Oui	Knaff Pim	Oui
Lamberty Claude	Oui		

LSAP

Asselborn-Bintz Simone	Oui	Biancalana Dan	Oui
Closener Francine	Oui	Cruchten Yves	Oui
Di Bartolomeo Mars	Oui	Engel Georges	Oui
Haagen Claude	Oui	Hemmen Cécile	Oui
Mutsch Lydia	Oui		

déi gréng

Ahmedova Semiray	Oui	Back Carlo	Oui
Benoy François	Oui	Bernard Djuna	Oui
Empain Stéphanie	Oui	Gary Chantal	Oui
Hansen Marc	Oui	Lorsché Josée	Oui
Margue Charles	Oui		

CSV

Adehm Diane	Oui	Eicher Emile	Oui
Eischen Félix	Oui	Galles Paul	Oui
Halsdorf Jean-Marie	Oui	Hetto-Gaasch Françoise	Oui
Kaes Aly	Oui	Lies Marc	Oui
Mischo Georges	Oui	Modert Octavie	Oui
Mosar Laurent	Oui	Reding Viviane	Oui
Roth Gilles	Oui	Spautz Marc	Oui
Wilmes Serge	Oui	Wiseler Claude	Oui

ADR

Engelen Jeff	Non	Kartheiser Fernand	Non
Keup Fred	Non		

DÉI LÉNK

Cecchetti Myriam	Non	Oberweis Nathalie	Non
------------------	-----	-------------------	-----

Date: 14/07/2021 14:00:00

Scrutin: 16

Vote: Projet de loi N°7839

Description: Vote sur le projet de loi

Président: Monsieur Etgen Fernand

Secrétaire Général: Monsieur Scheeck Laurent

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	45	2	5	52
Procurations:	0	0	0	0
Total:	45	2	5	52

Nom du député	Vote (Procuration)	Nom du député	Vote (Procuration)
---------------	--------------------	---------------	--------------------

Piraten

Clement Sven	Abst	Goergen Marc	Abst
--------------	------	--------------	------

n'ont pas participé au vote:

Nom du député	Nom du député
---------------	---------------

DP

Polfer Lydie	
--------------	--

LSAP

Burton Tess	
-------------	--

CSV

Arendt épouse Kemp Nancy Hansen Martine Wolter Michel	Gloden Léon Schaaf Jean-Paul
---	---------------------------------

ADR

Reding Roy	
------------	--

Le Président:

Le Secrétaire Général:

7839/04

N° 7839⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI

**portant approbation de l'Accord modifiant le traité
instituant le mécanisme européen de stabilité,
signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021**

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(16.7.2021)

Le Conseil d'État,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés du 14 juillet 2021 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

**portant approbation de l'Accord modifiant le traité
instituant le mécanisme européen de stabilité,
signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 14 juillet 2021 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 29 juin 2021 ;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 13 votants, le 16 juillet 2021.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Christophe SCHILTZ

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

64



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 9 juillet 2021

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 29 juin et du 5 juillet 2021
2. 7737 Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :
1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de
2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs
- Rapporteur : Monsieur André Bauler
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 7838 Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021
- Rapporteur: Monsieur André Bauler
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. 7839 Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021
- Rapporteur: Monsieur André Bauler
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

*

Présents : M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. Gilles Baum, M. François Benoy, M. Sven Clement, M. Georges Engel, Mme Martine Hansen, M. Laurent Mosar, M. Roy Reding, M. Gilles Roth, M. Michel Wolter
Mme Nathalie Oberweis, observateur délégué

M. Nima Ahmadzadeh, directeur des « Affaires économiques et budgétaires »
(Ministère des Finances)
M. Alex Majerus, du Ministère des Finances

Mme Caroline Guezennec, Mme Cristel Sousa, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 29 juin et du 5 juillet 2021

Les projets de procès-verbal sont approuvés.

2. 7737 Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :
1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de
2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

Suite à une intervention de M. Laurent Mosar, les membres de la Commission s'accordent à soumettre les 4 projets de loi (n°7737, n°7761, n°7723 et n°7464) au vote de la Chambre sans débat (modèle de base : présentation du rapport / sans discussion).

3. 7838 Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

4. 7839 Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

Les membres de la Commission prennent note du fait que la Conférence des Présidents a décidé que le projet de loi sera soumis à un vote à majorité qualifiée en séance plénière.

Luxembourg, le 12 juillet 2021

La Secrétaire-administrateur,
Caroline Guezennec

Le Président de la Commission des Finances et du
Budget,
André Bauler

60



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 02 juillet 2021

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 17 mai 2021 (réunion jointe), du 21 mai 2021, du 31 mai 2021 et du 21 juin 2021 (matin)
2. 7839 Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021
 - Désignation d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
3. 7838 Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021
 - Désignation d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
4. 7811 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019)
 - Rapporteur : Monsieur Paul Galles
 - Adoption d'un projet de courrier

*

Présents : M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. Gilles Baum, Mme Djuna Bernard (remplaçant M. François Benoy), M. Dan Biancalana, M. Georges Engel, M. Claude Haagen, M. Fernand Kartheiser, Mme Josée Lorsché, M. Laurent Mosar, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter

Mme Nathalie Oberweis, observateur délégué

M. Nima Ahmadzadeh, M. Tom Englaro, M. Alex Majerus, du Ministère des Finances

Mme Caroline Guezennec, Mme Cristel Sousa, de l'Administration parlementaire

M. Micael Borges, de l'Administration parlementaire (Service des Relations publiques)

M. Loris Meyer, du groupe politique démocratique (DP)

Excusé : M. François Benoy

*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 17 mai 2021 (réunion jointe), du 21 mai 2021, du 31 mai 2021 et du 21 juin 2021 (matin)

La Commission des Finances et du Budget approuve à l'unanimité les projets de procès-verbal sous-rubrique.

2. 7839 Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

Un représentant du ministère des Finances prend la parole pour présenter le projet de loi 7839.

Dans le but d'approfondir davantage l'Union économique et monétaire (UEM) et suite au rapport en 2015 des cinq présidents issus de la Commission européenne, du Parlement européen, du Conseil européen, de la Banque centrale européenne et de l'Eurogroupe, la Commission européenne a publié en date du 31 mai 2017 un document de réflexion qui proposait entre autres la transformation du MES en véritable « Fonds monétaire européen » ainsi que la mise en place auprès du MES d'un dispositif de soutien commun (« *common backstop* ») sous forme d'une ligne de crédit au Fonds de résolution unique (FRU).

La réforme du MES a fait l'objet d'une négociation depuis 2017 au sein de l'Eurogroupe qui, dû à la pandémie de la COVID-19, n'est que parvenu à un accord en fin d'année 2020.

Le présent projet de loi poursuit un double objectif, à savoir :

- la ratification de l'accord modifiant le traité instituant le MES ;
- la clarification des modalités de l'émission de titres par le MES sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création.

En ce qui concerne le premier objectif du projet de loi, le représentant du ministère des Finances explique que la réforme du MES est constituée par quatre volets principaux :

1. Le rôle du MES dans la gestion et la prévention de crises : Lors de la conception du MES, le rôle de l'institution se limitait à l'émission de la dette sur les marchés financiers destinée à financer les prêts aux Etats qui en devraient bénéficier en contrepartie d'une conditionnalité stricte. Le volet opérationnel de la gestion de crise (par exemple la négociation de la conditionnalité attachée aux programmes d'assistance financière et le suivi de l'évolution économique) relevait des compétences d'autres institutions comme la Commission européenne en liaison avec la Banque centrale européenne et, si possible, avec le Fonds monétaire international. Etant donné le rôle du MES dans la gestion financière de la crise et son expertise sophistiquée, la réforme du traité du MES vise à rendre le MES directement impliqué dans toutes les étapes nécessaires à l'établissement d'un programme d'assistance financière en cas de crise.

2. Le dispositif de soutien commun au FRU : Le FRU, créé en 2014, est alimenté par des contributions du secteur bancaire soumis à la supervision unique de la Banque centrale européenne. Ce fonds vise à faire en sorte que le secteur bancaire participe aux actions de résolution des banques défaillantes, afin d'éviter l'intervention du contribuable comme cela fut le cas lors de la crise financière en 2008. Etant donné la capacité limitée du FRU - s'élevant actuellement à 52 milliards d'euros - l'idée a été avancée de mettre en place un filet de sécurité additionnel au niveau européen. Les Etats membres sont ainsi parvenus à un accord qui consiste à mettre en place un dispositif de soutien commun sous forme d'une ligne de crédit du MES au FRU pour un montant allant jusqu'à 68 milliards d'euros. Les prêts octroyés par le MES au titre de ce dispositif de soutien commun ne sont utilisés qu'en dernier ressort, lorsque les capacités du FRU ont été épuisées. Tout montant versé par le MES dans le cadre de ce dispositif de soutien commun devra être remboursé par le secteur bancaire.
3. Les instruments d'assistance financière à titre de précaution : Tout comme le Fonds monétaire international, le MES peut mettre à disposition des Etats membres des crédits « à titre de précaution » si ces derniers risquent de se trouver dans une situation financière difficile. Cet instrument constitue donc un filet de sécurité visant à éviter qu'une situation potentiellement mineure ou temporaire ne dégénère en une crise grave. Alors que le MES peut déjà offrir cet instrument depuis 2012, il n'a toutefois jamais été utilisé jusqu'à présent. Partant, la réforme du MES vise à redéfinir les critères d'éligibilité et de clarifier les modalités autour de cet instrument.
4. Les clauses d'action collectives standardisées : Dans le traité fondateur du MES, les pays signataires s'étaient engagés à inclure dans tous les titres d'émission de dette nationale d'une maturité supérieure à un an des clauses d'action collectives standardisées afin de garantir, le cas échéant, une implication appropriée du secteur privé dans le cadre des programmes d'assistance financière à travers une éventuelle restructuration de la dette publique du pays bénéficiaire. Avec la réforme du MES, la nature de ces clauses est appelée à être modifiée dans le sens où, dans le cas d'une restructuration de la dette souveraine, la méthode d'agrégation qui s'applique à ces clauses passera d'une agrégation double à une agrégation simple.

Le représentant du ministère des Finances poursuit sa présentation en indiquant que, depuis le Brexit, le MES émet ses instruments de dette sous droit luxembourgeois et non plus sous droit anglais. L'orateur précise que récemment la Commission européenne a également choisi le Luxembourg pour émettre les instruments de dette qui font partie du paquet « *Next Generation EU* ».

Le MES a par le passé – dans le cas de l'Espagne notamment – émis des obligations sous droit anglais, qui ont pu être mises à disposition aux banques défaillantes, sans avoir recours aux marchés financiers et à de l'argent liquide. Cette possibilité s'est avérée très efficace dans le cas d'une recapitalisation d'une banque à cause des délais et de l'urgence de la situation.

Considérant que le droit luxembourgeois actuel n'est pas tout à fait clair sur la possibilité de mettre en œuvre une telle opération, le deuxième objectif du projet de loi consiste à clarifier les modalités de l'émission de titres par le MES sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création.

*

Dans son avis, le Conseil d'Etat n'a pas émis d'opposition formelle à l'égard du projet de loi 7839.

La Haute Corporation estime toutefois que le fait de prévoir dans une loi nationale que le MES « peut créer des titres de créance soumis au droit luxembourgeois » est erroné. Pour éviter de

donner l'impression que la loi en projet déterminerait les pouvoirs du MES, il y aurait lieu de reformuler le texte comme suit :

« **Art. 2.** Les titres de créance créés par le mécanisme européen de stabilité qui sont soumis au droit luxembourgeois n'ont pas besoin d'être remis à un tiers au moment de leur création. Ils peuvent être émis sans contrepartie. Les titres et les créances qu'ils représentent existent valablement dès leur création. Tant que le mécanisme européen de stabilité possède un tel titre, tous les droits afférents au titre sont suspendus. La suspension prend fin dès le transfert du titre à un tiers. ».

La Commission des Finances et du Budget décide de suivre la proposition du Conseil d'Etat.

*

Suite à la présentation du projet de loi, Monsieur le Député Laurent Mosar (CSV) intervient pour demander si les Etats membres ainsi que des banques pris individuellement ont un droit de recours contre les décisions prises par le MES. Ensuite, l'orateur souhaite savoir quels sont les pays qui contribuent au Fonds de résolution unique (FRU).

En complément aux questions de Monsieur Mosar, le Président de la Commission des Finances et du Budget demande encore à obtenir davantage de précisions sur les titres qui sont émis sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création.

A la première question de Monsieur Mosar, le représentant du ministère des Finances répond que, conformément à l'article 37 du Traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES)¹, les décisions qui sont prises par le MES sont contestables devant le Conseil des Gouverneurs du MES, qui est composé des ministres des Finances de la zone euro et responsable pour trancher sur les différends entre les Etats membres. Dans le cas où le Conseil des Gouverneurs n'est pas en mesure de parvenir à un accord, le litige est soumis à la Cour de justice de l'Union européenne.

Le représentant du ministère des Finances explique qu'il existe certains précédents où des entités individuelles ont contesté une décision prise par une instance européenne. Il cite notamment le cas d'une banque espagnole qui a contesté une décision de résolution prise par le Conseil de résolution unique (« *Single Resolution Board* ») de la Banque centrale européenne.

A la deuxième question de Monsieur Mosar, le représentant du ministère des Finances précise que le FRU a été mis en place dans un contexte d'union bancaire² et que seuls les pays

¹ Article 37 du Traité instituant le Mécanisme européen de stabilité - Interprétation et règlement des litiges :

1. Toute question relative à l'interprétation ou à l'application des dispositions du présent traité et de la réglementation générale du MES qui se poserait entre le MES et l'un de ses membres, ou entre des membres du MES, est soumise au conseil d'administration pour décision.
2. Le conseil des gouverneurs statue sur tout litige opposant le MES à l'un de ses membres, ou des membres du MES entre eux, lié à l'interprétation et l'application du présent traité, y compris tout litige relatif à la compatibilité des décisions adoptées par le MES avec le présent traité.
Aux fins d'une telle décision, le droit de vote du ou des membres du conseil des gouverneurs nommés par le ou les membres concernés du MES est suspendu, et le seuil à atteindre pour l'adoption de la décision est recalculé en conséquence.
3. Si un membre du MES conteste la décision visée au paragraphe 2, le litige est soumis à la Cour de justice de l'Union européenne. L'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne est contraignant pour les parties, qui prennent les mesures nécessaires pour s'y conformer dans le délai fixé par la Cour dans son arrêt.

² « L'union bancaire est une composante essentielle de l'Union économique et monétaire de l'UE. (...) Tous les États membres de la zone euro font partie de l'union bancaire. Les États membres de l'UE qui ne font pas partie de la zone euro peuvent participer à l'union bancaire en instaurant une coopération étroite avec la Banque centrale européenne. » (<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/banking-union/>).

participant dans l'union bancaire sont obligés d'y contribuer. Les banques établies dans le Royaume-Uni ne versent donc pas de contributions au FRU.

A la question du Président, le représentant du ministère des Finances cite l'exemple de la crise bancaire en Espagne, où le MES est intervenu en émettant des obligations pour un montant d'environ 40 milliards d'euros. Lorsque l'Union européenne a décidé d'intervenir pour contenir cette crise, les montants nécessaires pour recapitaliser chacune des banques défailtantes n'étaient pas encore connus. Compte tenu de l'urgence, et vu qu'il était difficile de mobiliser directement des liquidités d'une telle ampleur dans les marchés financiers en fin de semaine, le MES a – sous droit anglais – pu créer des obligations qui ont d'abord été inscrites sur les comptes du MES et ensuite transférées aux banques défailtantes en fonction du montant que chacune avait besoin pour se recapitaliser. Ces obligations doivent ensuite être remboursées, la banque ayant également la possibilité de les revendre.

Le représentant du ministère des Finances précise que les obligations du MES sont donc, dans ce cas, équivalentes au « *cash* » traditionnel à l'actif d'une banque et permettent, dans le cas d'opérations de recapitalisation urgentes et sensibles, de mobiliser les moyens nécessaires rapidement. Le projet de loi 7839 vise ainsi à clarifier juridiquement cette faculté en droit luxembourgeois.

*

Monsieur André Bauler (DP) est nommé rapporteur du projet de loi 7839.

3. 7838 Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

Un représentant du ministère des Finances prend la parole pour présenter le projet de loi 7838.

Le Fonds de résolution unique (FRU) a été créé dans le cadre de l'Union bancaire afin que les banques systémiques contribuent au préalable à leur résolution en cas de défaillance éventuelle. Ce fonds européen permet ainsi de limiter le recours à l'argent du contribuable.

Le FRU est constitué par des contributions des banques systémiques versées depuis 2016 et ceci pour une période de 8 ans (donc jusqu'au 31 décembre 2023). Les contributions sont collectées par les autorités de supervision nationales. Le seuil de ce fonds a été fixé à 1% du montant total des dépôts couverts dans la zone euro, ce qui correspond actuellement à un montant total de 70-75 milliards d'euros.

Les capacités du fonds, qui s'élèvent en ce moment à 52 milliards d'euros, ne sont pas encore intégralement mutualisées. Jusqu'en 2023, ces montants seront donc graduellement transférés des compartiments nationaux vers un compartiment européen unique. L'Accord modificateur qui sera ratifié par le présent projet de loi 7838 a comme objectif de fixer les modalités selon lesquelles ces transferts vers une mutualisation des contributions se feront.

Les modalités de transfert ont été notamment adaptées à cause de l'introduction du filet de sécurité commun. Si notamment dans le cas d'une résolution d'une banque systémique, le FRU a été entièrement déployé et les contributions extraordinaires auxquelles sont également soumises les banques ne peuvent pas être rapidement mobilisées, le FRU peut actuellement encore recourir à une garantie du pays dans lequel la banque défailtante est établie. Etant donné que les garanties des souverains sont transférées, par cet Accord modificateur, vers le niveau européen, les contributions extraordinaires des banques doivent elles-aussi être

mutualisées. Il convient ainsi de souligner que cette réforme va substantiellement réduire l'exposition des Etats membres dans le cas de la défaillance d'une banque systémique établie sur leur territoire.

A partir de 2022, le FRU aura, suite à cette opération, plus de 100 milliards d'euros à sa disposition. Les capacités du FRU sont donc substantiellement plus élevées que celles des Etats membres pris individuellement. Cette réforme, qui contribue au renforcement de la stabilité financière de l'union bancaire, est également d'une plus-value accrue pour la résilience de la place financière du Luxembourg.

*

Dans son avis, le Conseil d'Etat n'a pas émis d'observation particulière à l'égard du projet de loi 7838.

*

Le Président de la Commission des Finances et du Budget demande si la réforme du Fonds de résolution unique (FRU) pourrait inciter certaines banques à adopter un comportement moins prudent, étant donné qu'elles savent qu'*in fine* leur résolution sera financée par le filet de sécurité commun.

Le représentant du ministère des Finances répond que le FRU est alimenté par des contributions du secteur bancaire lui-même et que chaque contribution est calculée en fonction du profil de risque de la banque. Partant, selon le même principe d'une assurance, une banque qui a des activités plus (moins) risquées doit également contribuer plus (moins) au FRU. Le FRU n'est que déclenché après que 8% de la perte subie au passif de la banque défaillante ait été absorbée par les actionnaires et les créanciers (« *bail-in* »).

*

Monsieur André Bauler (DP) est nommé rapporteur du projet de loi 7838.

4. 7811 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019)

La Commission des Finances et du Budget approuve le projet de prise de position relative au rapport d'activité de l'Ombudsman pour l'année 2019.

5. Divers

Monsieur le Député Laurent Mosar (CSV) informe la commission que le groupe politique CSV soumettra prochainement une demande de convocation pour un échange de vues avec le ministre des Finances au sujet des articles de presse intitulés « LuxLetters ». L'orateur demande au Président de bien vouloir prévoir le plus rapidement possible une prochaine réunion de la Commission des Finances et du Budget afin de traiter ce sujet.

Le Président prend note de la requête de Monsieur Mosar, qu'il tâchera également de transmettre au ministre des Finances. Il attire l'attention sur la déclaration du gouvernement relative à ce sujet³.

³ « Déclaration du gouvernement luxembourgeois sur les articles de presse publiés au sujet de rulings et de soi-disant « lettres d'information » : <https://gouvernement.lu/de/dossiers/2021/luxletters.html> »

Luxembourg, le 13 juillet 2021

La Secrétaire-administrateur,
Cristel Sousa

Le Président de la Commission des Finances
et du Budget,
André Bauler

7839



Loi du 21 juillet 2021 portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 14 juillet 2021 et celle du Conseil d'État du 16 juillet 2021 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}.

Est approuvé l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021.

Art. 2.

Les titres de créance créés par le mécanisme européen de stabilité qui sont soumis au droit luxembourgeois n'ont pas besoin d'être remis à un tiers au moment de leur création. Ils peuvent être émis sans contrepartie. Les titres et les créances qu'ils représentent existent valablement dès leur création. Tant que le mécanisme européen de stabilité possède un tel titre, tous les droits afférents au titre sont suspendus. La suspension prend fin dès le transfert du titre à un tiers.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Pour le Ministre des Finances,
Lex Delles
Ministre

Tokyo, le 21 juillet 2021.
Henri

ACCORD
MODIFIANT LE TRAITÉ
INSTITUANT LE MÉCANISME EUROPÉEN DE STABILITÉ
ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE, LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,
LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, L'IRLANDE, LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,
LE ROYAUME D'ESPAGNE, LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE, LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE, LA RÉPUBLIQUE DE
LETTONIE, LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE, LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,
LA RÉPUBLIQUE DE MALTE, LE ROYAUME DES PAYS-BAS,
LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,
LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE, LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
ET LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE

PRÉAMBULE

LES PARTIES CONTRACTANTES, le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, République de Malte, le Royaume des Pays#Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque et la République de Finlande (ci-après dénommés "États membres de la zone euro" ou "signataires");

RECONNAISSANT l'accord sur le fait de mobiliser des ressources financières et de fournir le financement au titre du dispositif de soutien aux fins du recours au Fonds de résolution unique (FRU), détenu par le Conseil de résolution unique (CRU) institué par le règlement (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 établissant des règles et une procédure uniformes pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique, et modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010¹;

CONSCIENTES que le mécanisme européen de stabilité (MES) contribue décisivement à la gestion des crises en fournissant en temps utile et de manière effective aux États membres de la zone euro un soutien à la stabilité;

ÉTANT CONVENUES d'une architecture globale pour renforcer l'Union économique et monétaire;

DÉSIREUSES de poursuivre le développement du MES en vue de renforcer la résilience et les capacités de résolution des crises de la zone euro, tout en continuant de respecter pleinement le droit de l'Union;

RAPPELANT que, lors du sommet de la zone euro du 29 juin 2018 en configuration ouverte, les chefs d'État ou de gouvernement des États membres dont la monnaie est l'euro ont déclaré que le MES servirait de dispositif de soutien ("filet de sécurité") commun au FRU et qu'il serait procédé à son renforcement sur la base des éléments énoncés dans la lettre du président de l'Eurogroupe datée du 25 juin 2018;

RAPPELANT ÉGALEMENT que, lors du sommet de la zone euro du 14 décembre 2018 en configuration ouverte, les chefs d'État ou de gouvernement des États membres dont la monnaie est l'euro ont approuvé les termes de référence dudit dispositif de soutien commun et les modalités relatives à la réforme du MES et que, lors du sommet de la zone euro du 21 juin 2019 en configuration ouverte, les chefs d'État ou de gouvernement des États membres dont la monnaie est l'euro ont pris acte du large accord trouvé sur la révision du traité instituant le mécanisme européen de stabilité,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

¹ JO L 225 du 30.7.2014, p. 1.

ARTICLE 1

Modifications du traité instituant le mécanisme européen de stabilité

Le traité instituant le mécanisme européen de stabilité est modifié comme suit:

A. Le préambule est modifié comme suit:

1) Le considérant 4 est remplacé par le texte suivant:

"(4) Le strict respect du cadre juridique mis en place par l'Union européenne, du cadre intégré de surveillance budgétaire et macroéconomique, et en particulier du pacte de stabilité et de croissance, du cadre applicable aux déséquilibres macroéconomiques et des règles de gouvernance économique de l'Union européenne, devrait rester le premier rempart contre les crises de confiance qui affectent la stabilité de la zone euro."

2) Les considérants suivants sont insérés:

"(5 bis) Lors du sommet de la zone euro du 29 juin 2018 en configuration ouverte, les chefs d'État ou de gouvernement des États membres dont la monnaie est l'euro ont déclaré que le MES servirait de dispositif de soutien commun au Fonds de résolution unique (FRU) et qu'il serait procédé à son renforcement sur la base des éléments énoncés dans la lettre du président de l'Eurogroupe datée du 25 juin 2018. Lors du sommet de la zone euro du 14 décembre 2018 en configuration ouverte, les chefs d'État ou de gouvernement des États membres dont la monnaie est l'euro ont approuvé les termes de référence dudit dispositif de soutien commun que fournira le MES, ainsi que les modalités relatives à la réforme du MES. Les modalités relatives à la réforme du MES prévoient que le dispositif de soutien commun du FRU sera mis en place au plus tard à la fin de la période transitoire. Les modalités relatives à la réforme du MES prévoient également que l'efficacité des instruments d'assistance financière de précaution sera renforcée pour les membres du MES qui ont des fondamentaux économiques sains mais qui pourraient être touchés par un choc négatif échappant à leur contrôle. Conformément à la position commune sur la future coopération entre la Commission européenne et le MES annexée aux modalités relatives à la réforme du MES, s'agissant de l'évaluation de l'admissibilité au bénéfice de la ligne de crédit de précaution, la Commission européenne et le MES assumeront, en fonction du champ d'application précis des critères d'admissibilité, leurs rôles respectifs dans le respect du droit de l'Union, du présent traité et des lignes directrices du MES. Les modalités relatives à la réforme du MES prévoient également que, lorsqu'un membre du MES bénéficiant d'une assistance financière du MES à titre de précaution ne respecte pas la conditionnalité dont celle-ci est assortie après avoir puisé dans les fonds mis à sa disposition, une marge supplémentaire sera appliquée, à moins que ce non-respect ne soit dû à des événements échappant au contrôle des pouvoirs publics. Les modalités relatives à la réforme du MES soulignent par ailleurs que la conditionnalité demeure un principe sous-jacent du présent traité et de tous les instruments du MES, mais que les conditions précises doivent être adaptées à chaque instrument.

(5 ter) La position commune sur la future coopération entre le MES et la Commission européenne définit l'accord sur les nouvelles modalités de coopération dans le cadre et en dehors des programmes d'assistance financière. La Commission européenne et le MES partagent des objectifs communs et exerceront, sur la base du droit de l'Union et du présent traité, des missions spécifiques de gestion de crise pour la zone euro. En conséquence, les deux institutions coopéreront étroitement sur les mesures de gestion de crise du MES, en mettant en place une gouvernance efficace aux fins de la stabilité financière grâce à la complémentarité de leur expertise. La Commission européenne assure la cohérence avec le droit de l'Union, en particulier avec le cadre de coordination des politiques économiques. Le MES réalise son analyse et son évaluation du point de vue d'un prêteur. La position commune sur la future coopération sera pleinement intégrée dans un protocole de coopération, tel que prévu

à l'article 13, paragraphe 8, au moment de l'entrée en vigueur des modifications apportées au présent traité."

3) Au considérant 7, la phrase suivante est ajoutée:

"Les membres du MES reconnaissent le dialogue actuel entre le directeur général et le Parlement européen."

4) Au considérant 8, la troisième phrase est remplacée par le texte suivant:

"Il est attendu d'un État membre de la zone euro demandant l'assistance financière du MES qu'il adresse, lorsqu'il y a lieu, une demande similaire au FMI."

5) Le considérant suivant est inséré:

"(9 bis) Il est attendu des États membres de l'Union européenne dont la monnaie n'est pas l'euro mais qui ont établi une coopération rapprochée avec la Banque centrale européenne (BCE) au sens du règlement (UE) n° 1024/2013 du Conseil du 15 octobre 2013 confiant à la Banque centrale européenne des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de surveillance prudentielle des établissements de crédit qu'ils fournissent, aux côtés du MES, des lignes de crédit parallèles en faveur du FRU. Ces États membres participeront au dispositif de soutien commun dans des conditions équivalentes ("États membres participants"). Les représentants des États membres participants devraient être invités à assister, en qualité d'observateurs, aux réunions du conseil des gouverneurs et du conseil d'administration qui portent sur le dispositif de soutien commun et devraient bénéficier d'un accès identique à l'information. Il convient de mettre en place des dispositifs propres à permettre le partage d'informations et une coordination en temps utile entre le MES et les États membres participants. Il devrait être possible d'inviter, au cas par cas, des représentants du Conseil de résolution unique (CRU) à assister en qualité d'observateurs, aux réunions du conseil des gouverneurs et du conseil d'administration qui portent sur le financement au titre du dispositif de soutien.

^{*} JO L 287 du 29.10.2013, p. 63."

6) Le considérant 10 est remplacé par le texte suivant:

"(10) Le 20 juin 2011, les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne ont autorisé les parties contractantes au présent traité à demander à la Commission européenne et à la BCE d'accomplir les missions prévues par le présent traité. Il est admis que les fonctions assignées par le présent traité à la Commission européenne et à la BCE ne comportent aucun pouvoir décisionnel propre et que les missions accomplies par ces deux institutions sur la base du présent traité n'engagent que le MES."

7) Au considérant 11, les phrases suivantes sont ajoutées:

"Après l'introduction de ces CAC le 1^{er} janvier 2013, les membres du MES s'engagent à mettre en place des CAC avec clauses d'agrégation simple au plus tard en 2022. Les modalités juridiques détaillées seront arrêtées au sein du comité économique et financier, en tenant compte des exigences constitutionnelles nationales, de façon que les CAC avec clauses d'agrégation simple soient mises en œuvre par tous les membres du MES dans les nouveaux titres d'État de la zone euro d'une manière qui leur assure un effet juridique identique."

8) Les considérants suivants sont insérés:

"(11 bis) À la demande d'un membre du MES et lorsqu'il y a lieu, le MES peut faciliter le dialogue entre ledit membre et ses investisseurs privés sur une base volontaire, informelle, non contraignante, temporaire et confidentielle.

(11 ter) Le MES ne devrait fournir un soutien à la stabilité qu'à ceux de ses membres dont la dette est jugée soutenable et dont la capacité de remboursement au MES est confirmée. L'évaluation de la soutenabilité de la dette et de la capacité de remboursement sera effectuée sur une base transparente et prévisible, tout en ménageant une marge d'appréciation suffisante. Ces évaluations seront effectuées par la Commission européenne, en liaison avec la BCE, et

le MES et, lorsque cela est utile et possible, conjointement avec le FMI, dans le respect des dispositions du présent traité, du droit de l'Union et du protocole de coopération conclu en vertu de l'article 13, paragraphe 8. Lorsque cette collaboration n'aboutit pas à un avis commun, la Commission européenne procédera à l'évaluation globale de la soutenabilité de la dette publique, tandis que le MES évaluera la capacité du membre concerné à le rembourser."

9) Le considérant 12 est remplacé par le texte suivant:

"(12) Dans des cas exceptionnels, une participation du secteur privé, sous une forme appropriée et proportionnée, conforme aux pratiques du FMI, sera envisagée dans les cas où un soutien à la stabilité est octroyé, accompagné d'une conditionnalité sous la forme d'un programme d'ajustement macroéconomique."

10) Au considérant 13, la phrase suivante est ajoutée:

"Les prêts octroyés par le MES au CRU dans le cadre du dispositif de soutien bénéficieront d'un statut de créancier privilégié similaire à celui des autres prêts du MES."

11) Le considérant 14 est remplacé par le texte suivant:

"(14) Les États membres de la zone euro appuieront l'octroi d'un statut de créancier équivalent au MES et aux autres États accordant un prêt bilatéral en coordination avec le MES, y compris en ce qui concerne les prêts octroyés au CRU dans le cadre du dispositif de soutien."

12) Les considérants suivants sont insérés:

"(15 bis) L'article 2, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) dispose que les États membres de l'Union européenne coordonnent leurs politiques économiques selon les modalités prévues par le TFUE. En application de l'article 5, paragraphe 1, et de l'article 121 du TFUE, les États membres de l'Union européenne doivent coordonner leurs politiques économiques au sein du Conseil de l'Union européenne. En conséquence, le MES ne devrait pas servir à la coordination, entre ses membres, des politiques économiques, les modalités de cette coordination étant déjà arrêtées par le droit de l'Union. Le MES respecte les pouvoirs conférés par le droit de l'Union aux institutions et organes de l'Union.

(15 ter) Les membres du MES reconnaissent qu'un processus décisionnel rapide et efficace dans le cadre de la facilité du dispositif de soutien et une coordination avec les États membres participants qui participent, aux côtés du MES, au financement du FRU au titre du dispositif de soutien sont essentiels pour garantir l'efficacité du dispositif de soutien commun et des résolutions financées au moyen de celui-ci, conformément aux termes de référence du dispositif de soutien commun approuvés par les chefs d'État ou de gouvernement des États membres dont la monnaie est l'euro lors du sommet de la zone euro du 14 décembre 2018 en configuration ouverte. Lesdits termes de référence prévoient des critères pour les versements au titre de la facilité du dispositif de soutien, notamment les principes du dernier ressort et de la neutralité budgétaire à moyen terme, le plein respect du règlement (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 établissant des règles et une procédure uniformes pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique, et modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 ("règlement MRU") et de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012" ("BRRD"), ainsi que la permanence du cadre juridique. Les termes de référence prévoient que le MES prend la décision de recourir au dispositif de soutien, en principe, dans les 12 heures qui suivent la demande du CRU et que le directeur général peut porter ce délai à 24 heures dans des cas exceptionnels, en particulier

dans le cas d'une opération de résolution particulièrement complexe, en respectant les exigences constitutionnelles nationales.

* JO L 225 du 30.7.2014, p. 1.

** JO L 173 du 12.6.2014, p. 190."

13) Le considérant 16 est remplacé par le texte suivant:

"(16) L'indépendance du directeur général et du personnel du MES est reconnue par le présent traité. Elle doit être exercée d'une manière qui, lorsqu'il y a lieu et dans les conditions prévues par le présent traité, préserve la cohérence avec le droit de l'Union, dont l'application est contrôlée par la Commission européenne."

14) Le considérant 17 est remplacé par le texte suivant:

"(17) Conformément à l'article 273 du TFUE, la Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour connaître de tout litige entre les parties contractantes ou entre celles-ci et le MES au sujet de l'interprétation et de l'application du présent traité.

(18) Le MES mettra en place des systèmes d'alerte appropriés pour être certain de recevoir en temps utile tout remboursement des sommes dues dans le cadre du soutien à la stabilité ou de la facilité du dispositif de soutien. Une surveillance postérieure au programme sera exercée par la Commission européenne, en liaison avec la BCE, et par le Conseil de l'Union européenne dans le cadre établi en vertu des articles 121 et 136 du TFUE,".

B. Les articles sont modifiés comme suit:

15) L'article 3 est remplacé par le texte suivant:

"ARTICLE 3

Buts

1. Le MES a pour but de mobiliser des ressources financières et de fournir, sous une stricte conditionnalité adaptée à l'instrument d'assistance financière choisi, un soutien à la stabilité à ceux de ses membres qui connaissent ou risquent de connaître de graves problèmes de financement, si cela est indispensable pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble et de ses États membres. Lorsque cela lui est utile pour préparer en interne les missions qui lui sont confiées en vertu du présent traité, et pour pouvoir les accomplir de manière appropriée et en temps utile, le MES peut suivre et évaluer la situation macroéconomique et financière de ses membres, notamment la soutenabilité de leur dette publique, et procéder à l'analyse des informations et des données pertinentes. À cette fin, le directeur général collabore avec la Commission européenne et la BCE afin d'assurer une parfaite cohérence avec le cadre de coordination des politiques économiques prévu par le TFUE.

2. Le MES peut fournir au CRU la facilité du dispositif de soutien pour le FRU, afin de soutenir l'application des instruments de résolution et l'exercice des pouvoirs de résolution du CRU tels qu'ils sont consacrés par le droit de l'Union.

3. À cet effet, le MES est autorisé à lever des fonds en émettant des instruments financiers ou en concluant des accords ou des arrangements financiers ou d'autres accords ou arrangements avec ses membres, des institutions financières ou d'autres tiers.

4. Sans préjudice du paragraphe 1, la conditionnalité appliquée est adaptée à l'instrument d'assistance financière choisi, conformément au présent traité."

16) À l'article 4, paragraphe 4, la première phrase est remplacée par le texte suivant:

"Par dérogation au paragraphe 3 du présent article, une procédure de vote d'urgence est utilisée lorsque la Commission européenne et la BCE considèrent toutes deux que le défaut d'adoption urgente d'une décision relative à l'octroi ou à la mise en œuvre d'une assistance financière, telle que définie aux articles 13 à 18, menacerait la viabilité économique et financière de la zone euro."

17) L'article 5 est modifié comme suit:

a) au paragraphe 4, la phrase suivante est ajoutée:

"Des représentants des États membres participants qui participent, aux côtés du MES, au financement du FRU au titre du dispositif de soutien sont également invités à participer, en tant qu'observateurs, aux réunions du conseil des gouverneurs qui portent sur le dispositif de soutien commun.";

b) le paragraphe 6 est modifié comme suit:

i) le point a) est remplacé par le texte suivant:

"a) l'annulation du fonds de réserve d'urgence et le reversement de son contenu au fonds de réserve et/ou au capital libéré, conformément à l'article 4, paragraphe 4, l'annulation de la suspension de l'application de l'article 18 *bis*, paragraphe 6, premier alinéa, la modification de la majorité de vote requise pour l'adoption d'une décision relative aux prêts et à leurs versements respectifs au titre de la facilité du dispositif de soutien dans le cadre de la procédure de vote d'urgence et la définition des circonstances dans lesquelles un réexamen devra avoir lieu à l'avenir, conformément à l'article 18 *bis*, paragraphe 6, troisième alinéa;"

ii) le point f) est remplacé par le texte suivant:

"f) l'octroi d'un soutien à la stabilité par le MES, y compris la conditionnalité de politique économique établie dans le protocole d'accord visé à l'article 13, paragraphe 3, ou prévue à l'article 14, paragraphe 2, ainsi que le choix des instruments et la définition des modalités et des conditions financières, conformément aux articles 12 à 18;"

iii) le point suivant est inséré:

"f *bis*) la modification des critères d'admissibilité applicables à l'assistance financière à titre de précaution énoncés à l'annexe III, conformément à l'article 14, paragraphe 1;"

iv) le point g) est remplacé par le texte suivant:

"g) la délégation i) au directeur général et ii) à la Commission européenne, en liaison avec la BCE, de la responsabilité de négocier conjointement la conditionnalité de politique économique dont est assortie chaque assistance financière, conformément à l'article 13, paragraphe 3;"

v) le point suivant est inséré:

"g *bis*) l'octroi d'une facilité du dispositif de soutien, conformément à l'article 18 *bis*, paragraphe 1, premier alinéa, la modification des critères d'approbation des prêts et versements au titre de la facilité du dispositif de soutien énoncés à l'annexe IV, conformément à l'article 18 *bis*, paragraphe 1, deuxième alinéa, la détermination des éléments énoncés à l'article 18 *bis*, paragraphe 1, troisième alinéa, et la décision d'interrompre ou de maintenir ladite facilité conformément à l'article 18 *bis*, paragraphes 1 et 8;"

vi) le point h) est remplacé par le texte suivant:

"h) la modification de la politique et des lignes directrices concernant la tarification de l'assistance financière ou de la facilité du dispositif de soutien pour le FRU, conformément à l'article 20;"

vii) le point j) est remplacé par le texte suivant:

"j) les modalités pour le transfert au MES des soutiens accordés au titre de la FESF, y compris la création d'une tranche supplémentaire de capital autorisé, conformément à l'article 40;"

18) L'article 6 est modifié comme suit:

a) au paragraphe 3, la phrase suivante est ajoutée:

"Des représentants des États membres participants qui participent, aux côtés du MES, au financement du FRU au titre du dispositif de soutien sont également invités à participer, en tant qu'observateurs, aux réunions du conseil d'administration qui portent sur le dispositif de soutien commun.";

b) le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

"4. D'autres personnes, notamment des représentants d'institutions ou d'organisations, peuvent être invitées par le conseil d'administration, au cas par cas, à assister à des réunions en qualité d'observateurs.".

19) À l'article 7, paragraphe 4, la phrase suivante est ajoutée:

"Le directeur général et le personnel du MES ne rendent compte qu'à ce dernier et exercent leurs fonctions en toute indépendance.".

20) L'article 12 est modifié comme suit:

a) le paragraphe suivant est inséré:

"1bis. Le MES peut fournir la facilité du dispositif de soutien pour le FRU, sans préjudice du droit de l'Union et des compétences des institutions et organes de l'Union européenne. Les prêts au titre de la facilité du dispositif de soutien ne sont octroyés qu'en dernier ressort et uniquement si cela est budgétairement neutre à moyen terme.";

b) au paragraphe 3, la phrase suivante est ajoutée:

"Les clauses d'agrégation simple s'appliquent à tous les nouveaux titres d'État d'une maturité supérieure à un an qui seront émis dans la zone euro à partir du 1^{er} janvier 2022.";

c) le paragraphe suivant est ajouté:

"4. Dans l'exercice des missions qui lui sont confiées par le présent traité, la Commission européenne veillera à ce que les opérations d'assistance financière effectuées par le MES au titre du présent traité soient, le cas échéant, conformes au droit de l'Union, en particulier aux mesures de coordination des politiques économiques prévues par le TFUE.".

21) L'article 13 est modifié comme suit:

a) le paragraphe 1 est modifié comme suit:

i) la partie introductive est remplacée par le texte suivant:

"1. Un membre du MES peut adresser une demande de soutien à la stabilité au président du conseil des gouverneurs. Cette demande indique le ou les instruments d'assistance financière à envisager. Dès réception de cette demande, le président du conseil des gouverneurs charge i) le directeur général et ii) la Commission européenne, en liaison avec la BCE, d'exercer conjointement les missions suivantes, à savoir:";

ii) le point b) est remplacé par le texte suivant:

"b) d'évaluer la soutenabilité de la dette publique et la capacité de rembourser le soutien à la stabilité. Cette évaluation est effectuée de manière transparente et prévisible, tout en ménageant une marge d'appréciation suffisante. Lorsque cela est utile et possible, il est attendu que cette évaluation soit effectuée en collaboration avec le FMI;";

b) le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

"2. Sur la base de la demande du membre du MES et des évaluations visées au paragraphe 1 du présent article, d'une proposition du directeur général fondée sur ces évaluations et, le cas échéant, des évaluations positives visées à l'article 14, paragraphes 1 et 2, le conseil des gouverneurs peut décider d'octroyer, en principe, un soutien à la stabilité au membre du MES concerné sous la forme d'une facilité d'assistance financière.";

c) au paragraphe 3, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

"3. Si la décision adoptée en vertu du paragraphe 2 ne concerne pas une ligne de crédit de précaution assortie de conditions, le conseil des gouverneurs charge i) le directeur général et ii) la Commission européenne, en liaison avec la BCE, et, lorsque cela est possible, avec le FMI également, de négocier conjointement avec le membre du MES concerné un protocole d'accord définissant précisément la conditionnalité dont est assortie cette facilité d'assistance financière. Le contenu du protocole d'accord tient compte de la gravité des faiblesses à traiter et de l'instrument d'assistance financière choisi. Le directeur général prépare une proposition d'accord relatif à la facilité d'assistance financière précisant les modalités et les conditions financières de l'assistance ainsi que les instruments choisis, qui sera adoptée par le conseil des gouverneurs.";

d) le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

"4. Le protocole d'accord est signé au nom du MES par la Commission européenne et le directeur général, pour autant qu'il respecte les conditions énoncées au paragraphe 3 et qu'il ait été approuvé par le conseil des gouverneurs.";

e) le paragraphe 7 est remplacé par le texte suivant:

"7. Aussi bien i) le directeur général que ii) la Commission européenne, en liaison avec la BCE, et, lorsque cela est possible, avec le FMI également, sont chargés de veiller conjointement au respect de la conditionnalité dont est assortie la facilité d'assistance financière.";

f) le paragraphe suivant est ajouté:

"8. Sous réserve de l'approbation préalable du conseil d'administration par accord mutuel, le MES peut conclure un protocole de coopération avec la Commission européenne définissant précisément la coopération entre cette dernière et le directeur général dans l'exécution des missions qui leur sont confiées en vertu des paragraphes 1, 3 et 7 du présent article, et visée à l'article 3, paragraphe 1."

22) L'article 14 est remplacé par le texte suivant:

"ARTICLE 14

Assistance financière octroyée par le MES à titre de précaution

1. Les instruments d'assistance financière à titre de précaution du MES apportent un soutien aux membres du MES qui ont des fondamentaux économiques sains mais qui pourraient être touchés par un choc négatif échappant à leur contrôle. Conformément à l'article 12, paragraphe 1, le conseil des gouverneurs peut, à titre de précaution, décider d'octroyer à un membre du MES dont la dette publique est soutenable une assistance financière sous forme de ligne de crédit de précaution assortie de conditions ou sous forme de ligne de crédit assortie de conditions renforcées, sous réserve du respect des critères d'admissibilité prévus à l'annexe III pour chacun de ces types d'assistance.

Le conseil des gouverneurs peut décider de modifier les critères d'admissibilité applicables à l'assistance financière octroyée par le MES à titre de précaution et de modifier l'annexe III en conséquence. Cette modification entre en vigueur après que les membres du MES ont informé le dépositaire de l'accomplissement de leurs procédures nationales applicables.

2. La conditionnalité dont est assortie la ligne de crédit de précaution assortie de conditions consiste dans le respect continu des critères d'admissibilité prévus à l'annexe III auquel le membre du MES concerné s'engage dans sa demande signée adressée conformément à l'article 13, paragraphe 1, et exposant ses principales intentions politiques (ci-après dénommée "lettre d'intention"). Dès réception de ladite lettre d'intention, le président du conseil des gouverneurs charge la Commission européenne d'évaluer si les intentions politiques y figurant sont pleinement conformes aux mesures de coordination des politiques économiques prévues par le TFUE, et en particulier à tout acte de droit de l'Union, y compris tout avis, avertissement, recommandation ou décision adressés au membre du MES concerné. Par dérogation à l'article 13, paragraphes 3 et 4, aucun protocole d'accord n'est négocié.

3. La conditionnalité dont est assortie la ligne de crédit assortie de conditions renforcées est définie dans le protocole d'accord, conformément à l'article 13, paragraphe 3, et est cohérente avec les critères d'admissibilité prévus à l'annexe III.

4. Les modalités et les conditions financières de l'assistance financière octroyée par le MES à titre de précaution sont spécifiées dans un accord relatif à la facilité d'assistance financière octroyée à titre de précaution, signé par le directeur général.

5. Le conseil d'administration adopte des lignes directrices détaillées sur les modalités de mise en œuvre de l'assistance financière octroyée par le MES à titre de précaution.

6. Le conseil d'administration examine régulièrement, au moins tous les six mois ou après que le membre du MES a puisé pour la première fois dans les fonds mis à sa disposition (par un prêt ou un achat sur le marché primaire), un rapport conformément à l'article 13, paragraphe 7. Ce rapport vérifie, dans le cas d'une ligne de crédit de précaution assortie de conditions, que les critères d'admissibilité continuent d'être respectés, comme le prévoit le paragraphe 2 du présent article, et, dans le cas d'une ligne de crédit assortie de conditions renforcées, que les conditions définies dans le protocole d'accord sont respectées. Lorsque le rapport conclut que le membre du MES continue de respecter les critères d'admissibilité applicables à la ligne de crédit de précaution assortie de conditions ou de respecter la conditionnalité dont est assortie la ligne de crédit assortie de conditions renforcées, la ligne de crédit est maintenue, à moins que le directeur général ou tout administrateur ne demande au conseil d'administration de décider d'un commun accord s'il y a lieu de la maintenir.

7. Si le rapport visé au paragraphe 6 du présent article conclut que le membre du MES ne respecte plus les critères d'admissibilité applicables à la ligne de crédit de précaution assortie de conditions ou ne respecte plus la conditionnalité dont est assortie la ligne de crédit assortie de conditions renforcées, l'accès à la ligne de crédit est interrompu, à moins que le conseil d'administration ne décide d'un commun accord de maintenir la ligne de crédit. Si le membre du MES a déjà puisé dans les fonds mis à sa disposition, une marge supplémentaire s'applique conformément aux lignes directrices concernant la tarification que le conseil des gouverneurs doit adopter en vertu de l'article 20, paragraphe 2, à moins que le conseil d'administration n'estime, sur la base dudit rapport, que le non-respect est dû à des événements échappant au contrôle du membre du MES. Si la ligne de crédit n'est pas maintenue, une autre forme d'assistance financière peut être demandée et octroyée conformément aux règles applicables en vertu du présent traité."

23) À l'article 15, le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:

"5. Le cas échéant, le conseil d'administration décide d'un commun accord, sur proposition du directeur général et après réception d'un rapport du directeur général et de la Commission européenne établi conformément à l'article 13, paragraphe 7, du versement des tranches de l'assistance financière consécutives à la première tranche."

24) À l'article 16, le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:

"5. Le conseil d'administration décide d'un commun accord, sur proposition du directeur général et après réception d'un rapport du directeur général et de la Commission européenne établi conformément à l'article 13, paragraphe 7, du versement des tranches de l'assistance financière consécutives à la première tranche."

25) À l'article 17, le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:

"5. Le conseil d'administration décide d'un commun accord, sur proposition du directeur général et après réception d'un rapport du directeur général et de la Commission européenne établi conformément à l'article 13, paragraphe 7, du versement de l'assistance financière à un État membre bénéficiaire au moyen d'opérations sur le marché primaire."

26) L'article suivant est inséré:

"ARTICLE 18bis

Facilité du dispositif de soutien

1. Sur la base d'une demande de facilité du dispositif de soutien présentée par le CRU et d'une proposition du directeur général, le conseil des gouverneurs peut décider d'octroyer au CRU une facilité du dispositif de soutien couvrant toutes les utilisations possibles du FRU prévues par le droit de l'Union, sous réserve de garanties adéquates.

Les critères d'approbation des prêts et des versements au titre de la facilité du dispositif de soutien sont prévus à l'annexe IV. Le conseil des gouverneurs peut décider de modifier les critères d'approbation des prêts et des versements et de modifier en conséquence l'annexe IV. Cette modification entre en vigueur après que les membres du MES ont informé le dépositaire de l'accomplissement de leurs procédures nationales applicables.

Le conseil des gouverneurs détermine les principales modalités et conditions financières de la facilité du dispositif de soutien, le plafond nominal et ses éventuelles adaptations, les dispositions relatives à la procédure de vérification du respect de la condition de permanence du cadre juridique applicable à la résolution des défaillances bancaires et relatives aux conséquences pour la facilité du dispositif de soutien et son utilisation, ainsi que les conditions dans lesquelles le conseil des gouverneurs peut décider de mettre un terme à cette facilité, et les conditions dans lesquelles, et la durée pour laquelle, il peut décider de la maintenir en vertu du paragraphe 8.

2. La facilité du dispositif de soutien prend la forme d'une ligne de crédit renouvelable au titre de laquelle des prêts peuvent être octroyés.

3. Les modalités et les conditions financières détaillées de la facilité du dispositif de soutien sont spécifiées dans un accord relatif à la facilité du dispositif de soutien conclu avec le CRU, approuvé par le conseil d'administration d'un commun accord et signé par le directeur général.

4. Le conseil d'administration adopte et réexamine régulièrement les lignes directrices détaillées sur les modalités de mise en œuvre de la facilité du dispositif de soutien, y compris en ce qui concerne les procédures garantissant l'adoption rapide de décisions en vertu du paragraphe 5.

5. Sur la base d'une demande de prêt présentée par le CRU, contenant toutes les informations pertinentes et respectant les exigences de confidentialité du droit de l'Union, d'une proposition du directeur général et d'une évaluation de la capacité de remboursement du CRU et, le cas échéant, des évaluations effectuées par la Commission européenne et la BCE en vertu du paragraphe 6, le conseil d'administration, guidé par les critères prévus à l'annexe IV, décide d'un commun accord des prêts et de leurs versements respectifs au titre de la facilité du dispositif de soutien. Le conseil d'administration peut décider d'un commun accord, dans le respect des règles spécifiées dans les lignes directrices qu'il a adoptées, de déléguer au directeur général, pendant une certaine période et pour un certain montant, la tâche prévue par le présent paragraphe.

6. Par dérogation à l'article 4, paragraphe 3, une procédure de vote d'urgence est utilisée lorsque la Commission européenne et la BCE concluent dans des évaluations distinctes que le défaut d'adoption urgente, sur la base du paragraphe 5, première phrase, du présent article, d'une décision du conseil d'administration relative à des prêts et à leurs versements respectifs au titre de la facilité du dispositif de soutien menacerait la viabilité économique et financière de la zone euro. L'adoption d'une telle décision d'un commun accord, dans le cadre de cette procédure d'urgence, requiert une majorité qualifiée de 85 % des voix exprimées. Le présent paragraphe ne s'applique pas si, et aussi longtemps que, des procédures relatives à la permanence du cadre juridique relatif à la résolution des défaillances bancaires, ouvertes au titre du paragraphe 8 du présent article et de dispositions connexes adoptées par le conseil des gouverneurs, sont en cours.

Lorsque la procédure d'urgence visée au premier alinéa est utilisée, un transfert vers un fonds de réserve d'urgence est effectué afin de constituer un tampon destiné à couvrir les risques issus des prêts et des versements respectifs approuvés dans le cadre de cette procédure d'urgence. Le conseil d'administration peut décider d'un commun accord d'annuler le fonds de réserve d'urgence et de reverser son contenu au fonds de réserve et/ou au capital libéré.

Après deux cas d'utilisation de cette procédure de vote d'urgence, l'application du premier alinéa est suspendue jusqu'à ce que le conseil des gouverneurs décide d'annuler cette suspension. Lorsqu'il décide d'annuler cette suspension, le conseil des gouverneurs réexamine la majorité des votes requise pour l'adoption d'une décision dans le cadre de ladite procédure et définit les circonstances dans lesquelles un réexamen devra avoir lieu à l'avenir, et peut décider de modifier le présent paragraphe en conséquence, sans abaisser le seuil de vote. Cette modification entre en vigueur après que les membres du MES ont informé le dépositaire de l'accomplissement de leurs procédures nationales applicables.

7. Le MES met en place un système d'alerte approprié pour être certain de recevoir en temps utile tout remboursement des sommes dues dans le cadre de la facilité du dispositif de soutien.

8. La facilité du dispositif de soutien et son utilisation en vertu du présent article sont subordonnées au respect de la condition de permanence du cadre juridique relatif à la résolution des défaillances bancaires. Lorsque la condition de permanence du cadre juridique relatif à la résolution des défaillances bancaires n'est pas remplie, un réexamen complet doit être ouvert et une décision du conseil des gouverneurs est requise pour maintenir la facilité du dispositif de soutien. Conformément au paragraphe 1, le conseil des gouverneurs définit d'autres dispositions relatives à la procédure de vérification du respect de la condition de permanence du cadre juridique applicable à la résolution des défaillances bancaires et relatives aux conséquences pour la facilité du dispositif de soutien et son utilisation.

9. Aux fins du paragraphe 8 du présent article, la permanence du cadre juridique relatif à la résolution des défaillances bancaires comprend:

- a) la permanence, au sens de l'article 9, paragraphe 1, de l'accord intergouvernemental du 21 mai 2014 concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique (ci-après dénommée l'"AIG"), des règles définies à l'article 9, paragraphe 1, de l'AIG; et
- b) la permanence des principes et des règles relatifs à l'instrument de renflouement interne et au cadre concernant l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles prévu par la directive BRRD, le règlement MRU et le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012^{*}, dans la mesure où ces principes et ces règles sont utiles pour préserver les moyens financiers du FRU.

(10) Lorsqu'il met en œuvre le présent article, le MES coopère étroitement avec les États membres participants qui participent, à ses côtés, au financement du FRU au titre du dispositif de soutien.

^{*} JO L 176 du 27.6.2013, p. 1."

27) À l'article 19, le titre est remplacé par le texte suivant:

"Révision et modifications de la liste des instruments d'assistance financière".

28) À l'article 20, les paragraphes 1 et 2 sont remplacés par le texte suivant:

"1. Lorsqu'il octroie un soutien à la stabilité ou un financement au titre du dispositif de soutien pour le FRU, le MES cherche à couvrir tous ses coûts de financement et d'exploitation et prévoit une marge appropriée.

2. Pour tous les instruments d'assistance financière et le financement du FRU au titre du dispositif de soutien, la tarification est définie dans des lignes directrices, qui sont adoptées par le conseil des gouverneurs."

29) À l'article 21, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

"1. Le MES est habilité à emprunter sur les marchés de capitaux auprès des banques, des institutions financières ou d'autres personnes ou institutions afin d'accomplir ses missions."

30) À l'article 30, le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:

"5. Le conseil des gouverneurs met le rapport annuel à disposition des parlements nationaux et des institutions supérieures de contrôle des comptes des membres du MES, ainsi qu'à la Cour des comptes européenne et au Parlement européen."

31) À l'article 37, le paragraphe suivant est ajouté:

"4. Tout litige concernant le respect de la condition de permanence du cadre juridique relatif à la résolution des défaillances bancaires prévue à l'article 18 *bis* qui se poserait entre des membres du MES peut être soumis directement à la Cour de justice de l'Union européenne selon la procédure déterminée par le conseil des gouverneurs en vertu de l'article 18 *bis*, paragraphes 1 et 8. L'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne est contraignant à l'égard des parties à la procédure; le MES agit conformément à cet arrêt."

32) À l'article 38, le paragraphe unique est remplacé par le texte suivant:

"Afin de pouvoir accomplir ses missions, le MES est habilité, dans le cadre du présent traité, à coopérer avec le FMI, avec tout État qui fournit une assistance financière ponctuelle à l'un de ses membres, avec tout État membre de l'Union européenne et avec toute organisation ou entité internationale ayant des responsabilités dans des domaines connexes."

33) À l'article 40, le paragraphe suivant est ajouté:

"4. "Sans préjudice des articles 8 à 11 et de l'article 39, afin de faciliter le transfert visé au paragraphe 2 du présent article, le conseil des gouverneurs peut créer une tranche supplémentaire de capital autorisé, auquel pourront souscrire tous les actionnaires de la FESF ou certains d'entre eux selon la clé de contribution fixée à l'annexe 2 de l'accord-cadre régissant la FESF, signé le 10 juin 2010 (dans sa version modifiée). La tranche supplémentaire est constituée du capital callable, ne s'accompagne d'aucun droit de vote (même en cas d'appel dudit capital) et est soumise à un montant maximal correspondant à l'encours total en principal des prêts de la FESF transférés multiplié par un pourcentage ne dépassant pas 165 %. Le conseil des gouverneurs définit les modalités et les circonstances des appels et des versements de capital au titre de la tranche supplémentaire.

Le transfert visé au paragraphe 2 n'accroît pas la somme des passifs de la FESF et du MES par rapport à un scénario dans lequel ce transfert n'a pas lieu. La tranche supplémentaire soutient le transfert des prêts de la FESF et est réduite en fonction du remboursement de ces prêts.

La décision prise par le conseil des gouverneurs en vertu du premier alinéa entre en vigueur après que les membres du MES ont informé le dépositaire de l'accomplissement de leurs procédures nationales applicables."

34) À l'article 45, les points 1 et 2 sont remplacés par le texte suivant:

- "1) Annexe I: Clé de contribution au MES;
- 2) Annexe II: Souscriptions au capital autorisé;
- 3) Annexe III: Critères d'admissibilité applicables à l'assistance financière octroyée par le MES à titre de précaution; et
- 4) Annexe IV: Critères d'approbation des prêts et des versements au titre de la facilité du dispositif de soutien."

35) Le texte suivant est ajouté en tant qu'annexe III:

"ANNEXE III

Critères d'admissibilité applicables à l'assistance financière octroyée par le MES à titre de précaution

1. Les critères ci-dessous représentent les critères d'admissibilité applicables à l'assistance financière octroyée par le MES à titre de précaution et ont été déterminés en tenant compte:

- a) de la déclaration du sommet de la zone euro du 14 décembre 2018, qui a approuvé les modalités relatives à la réforme du MES, lesquelles précisent que les critères d'admissibilité ex ante évaluant la solidité des performances économiques et financières seront clarifiés, et que l'instrument de la ligne de crédit assortie de conditions renforcées restera disponible selon les modalités prévues par les lignes directrices du MES actuelles; et
- b) de la position commune sur la future coopération entre la Commission européenne et le MES, annexée aux modalités relatives à la réforme du MES, ainsi que des rôles et des compétences des institutions prévus dans le cadre juridique de l'Union européenne.

Compte tenu également du fait que la procédure d'octroi de l'assistance financière à titre de précaution du MES respecte les articles 13 et 14 du présent traité, et que, conformément à l'article 14, paragraphe 1, du présent traité, le conseil des gouverneurs peut décider d'octroyer, à titre de précaution, une assistance financière à un membre du MES dont la dette publique est soutenable et que, conformément à l'article 14, paragraphe 5, du présent traité, le conseil d'administration adopte les lignes directrices détaillées sur les modalités de mise en œuvre de cette assistance financière.

2. Critères d'admissibilité pour l'octroi d'une ligne de crédit de précaution assortie de conditions:
L'accès à une ligne de crédit de précaution assortie de conditions est fondé sur des critères d'admissibilité et limité aux membres du MES dont la situation économique et financière est fondamentalement solide et dont la dette publique est soutenable. En principe, les membres du

MES doivent respecter des critères quantitatifs et des conditions qualitatives liés à la surveillance de l'UE. Afin de déterminer si un membre du MES bénéficiaire potentiel remplit les conditions requises pour bénéficier d'une ligne de crédit de précaution assortie de conditions, une évaluation est effectuée sur la base des critères suivants:

- a) le respect des critères budgétaires quantitatifs. Le membre du MES ne doit pas faire l'objet d'une procédure concernant les déficits excessifs et doit remplir les trois critères suivants pendant les deux années qui précèdent la demande d'assistance financière à titre de précaution:
 - i) un déficit public ne dépassant pas 3 % du PIB;
 - ii) un solde budgétaire structurel des administrations publiques égal ou supérieur à la valeur de référence minimale fixée pour chaque pays*;
 - iii) une valeur de référence pour la dette correspondant soit à un ratio dette publique/PIB inférieur à 60 %, soit à une réduction, à un rythme moyen d'un vingtième par an sur les deux années précédentes, de l'écart par rapport à cette valeur de 60 %;
 - b) l'absence de déséquilibres excessifs. Le membre du MES ne doit pas être considéré comme présentant des déséquilibres excessifs dans le cadre de la surveillance de l'UE;
 - c) le cas échéant, un historique des accès aux marchés internationaux de capitaux témoignant de la capacité à y accéder à des conditions raisonnables;
 - d) un solde extérieur viable; et
 - e) l'absence de graves vulnérabilités du secteur financier mettant en péril la stabilité financière du membre du MES concerné.
3. Critères d'admissibilité pour l'octroi d'une ligne de crédit assortie de conditions renforcées
- L'accès à une ligne de crédit assortie de conditions renforcées est ouvert aux membres du MES qui ne sont pas éligibles à une ligne de crédit de précaution assortie de conditions, du fait qu'ils ne respectent pas certains critères d'admissibilité, mais dont la situation économique et financière générale reste solide et la dette publique soutenable.

* La valeur de référence minimale est le niveau du solde structurel qui fournit une marge de sécurité par rapport au seuil de 3 % prévu par le TFUE dans des conditions conjoncturelles normales. C'est notamment l'une des trois valeurs utilisées pour calculer l'objectif à moyen terme minimal."

36) Le texte suivant est ajouté en tant qu'annexe IV:

"ANNEXE IV

Critères d'approbation des prêts et des versements au titre de la facilité du dispositif de soutien:

1. Les critères ci-dessous représentent les critères d'approbation des prêts et des versements au titre de la facilité du dispositif de soutien et ont été déterminés en tenant compte:
 - a) des termes de référence du dispositif de soutien commun du FRU approuvés lors du sommet de la zone euro du 14 décembre 2018;
 - b) du considérant 15 *ter* du présent traité, rappelant que les termes de référence du dispositif de soutien commun du FRU approuvés lors du sommet de la zone euro du 14 décembre 2018 prévoient des critères applicables aux versements effectués au titre de la facilité du dispositif de soutien incluant, notamment, les principes du dernier ressort et de la neutralité budgétaire à moyen terme, le plein respect du règlement MRU et de la directive BRRD et la permanence du cadre juridique;
 - c) de l'article 12, paragraphe 1 *bis*, du présent traité, précisant que les prêts octroyés au titre de la facilité du dispositif de soutien ne sont octroyés qu'en dernier ressort et uniquement si cela est budgétairement neutre à moyen terme;
 - d) de l'article 18 *bis*, paragraphe 8, du présent traité, précisant que la facilité du dispositif de soutien et son utilisation sont subordonnées au respect de la condition de permanence du cadre juridique relatif à la résolution des défaillances bancaires et que d'autres dispositions relatives à la procédure de vérification du respect de cette condition et aux conséquences pour la facilité du dispositif de soutien et son utilisation sont définies par le conseil des gouverneurs en vertu de l'article 18 *bis*, paragraphe 1, du présent traité;

- e) de l'article 18 *bis*, paragraphe 5, du présent traité, précisant que le conseil d'administration, guidé par les critères prévus dans la présente annexe, décide d'un commun accord des prêts et des versements au titre de la facilité du dispositif de soutien,
- et compte tenu également du fait que la procédure d'octroi et de mise en œuvre de la facilité du dispositif de soutien respecte l'article 18 *bis* du présent traité et que le conseil d'administration adopte des lignes directrices détaillées sur les modalités de mise en œuvre de cette facilité conformément à l'article 18 *bis*, paragraphe 4, du présent traité.
2. Critères d'approbation des prêts et des versements au titre de la facilité du dispositif de soutien:
- a) La facilité du dispositif de soutien est utilisée en dernier ressort. Par conséquent:
- i) les moyens financiers disponibles du FRU auxquels il peut être recouru conformément à l'article 76 du règlement MRU et qui ne sont pas déjà engagés en faveur de mesures de résolution sont diminués, y compris dans le cas où des moyens financiers sont disponibles dans le FRU mais sont insuffisants pour la résolution en question;
 - ii) les contributions ex post ne sont pas suffisantes ou ne sont pas immédiatement disponibles; et
 - iii) le CRU n'est pas en mesure d'emprunter à des conditions qu'il juge acceptables conformément aux articles 73 et 74 du règlement MRU.
- b) Le principe de neutralité budgétaire à moyen terme est respecté. Le CRU dispose d'une capacité de remboursement suffisante pour rembourser à moyen terme l'intégralité des prêts octroyés au titre de la facilité du dispositif de soutien.
- c) Le MES dispose des fonds demandés. Dans le cas de versements en espèces, le MES a obtenu les fonds à des conditions acceptables pour lui ou, dans le cas de versements autres qu'en espèces, les titres sont légalement créés et conservés par le dépositaire de titres applicable.
- d) Toutes les parties à l'AIG sur le territoire desquelles est engagée la mesure de résolution concernée se sont acquittées de leur obligation de transférer au FRU les contributions perçues auprès des établissements agréés sur leur territoire.
- e) Il n'existe, au moment de la demande, aucun événement de défaut du CRU sur les emprunts que celui-ci a contractés auprès du MES ou de tout autre créancier, ou le CRU a présenté un plan – jugé satisfaisant par le conseil d'administration – en vue de remédier à tout événement de défaut de ce type.
- f) La condition de permanence du cadre juridique relatif à la résolution des défaillances bancaires au sens de l'article 18 *bis*, paragraphe 9, du présent traité est remplie, ainsi qu'il résulte de l'évaluation effectuée par le conseil des gouverneurs en vertu de l'article 18 *bis*, paragraphes 1 et 8, du présent traité; et
- g) Le dispositif de résolution concerné est pleinement conforme au droit de l'Union européenne et est entré en vigueur conformément audit droit."

ARTICLE 2

Dépôt

Le présent accord modificatif est déposé auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne (ci-après dénommé "dépositaire"), qui en remet des copies certifiées conformes à tous les signataires.

ARTICLE 3

Consolidation

Le dépositaire établit une version consolidée du traité instituant le mécanisme européen de stabilité et la communique à tous les signataires.

ARTICLE 4

Ratification, approbation ou acceptation

1. Le présent accord modificatif est soumis à la ratification, à l'approbation ou à l'acceptation des signataires. Les instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation sont remis au dépositaire.
2. Le dépositaire informe les autres signataires du dépôt de chaque instrument et de la date de ce dépôt.

ARTICLE 5

Entrée en vigueur et adhésion

1. Le présent accord modificatif entre en vigueur à la date de dépôt des instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation par tous les signataires.

2. Les États membres de l'Union européenne qui ont présenté une demande d'adhésion au traité instituant le mécanisme européen de stabilité conformément aux articles 2 et 44 dudit traité peuvent présenter une demande d'adhésion au présent accord modificatif avant son entrée en vigueur.

Les articles 2 et 44 du traité instituant le mécanisme européen de stabilité s'appliquent également à l'adhésion au présent accord modificatif.

L'État membre en voie d'adhésion est tenu de présenter sa demande d'adhésion au présent accord modificatif en même temps que sa demande d'adhésion au traité instituant le mécanisme européen de stabilité. L'approbation, par le conseil des gouverneurs, de toute demande présentée au titre de l'article 44 du traité instituant le mécanisme européen de stabilité prend effet au moment du dépôt simultané des instruments d'adhésion audit traité et au présent accord modificatif.

Fait en un seul exemplaire original, dont les versions en langues allemande, anglaise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, irlandaise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, portugaise, slovaque, slovène et suédoise font également foi.

